

**Art. 23.** Artikel 16 van dit decreet treedt in werking op 1 januari 2008.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 22 maart 2007.

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,

A. ANTOINE

De Minister van Begroting en Financiën, Tewerkstelling en Vorming,

M. DAERDEN

De Minister van Vorming,

Mevr. M. ARENA

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,

Ph. COURARD

De Minister van Onderzoek, Technologische Ontwikkeling, Sport en Internationale Betrekkingen,

Mevr. M.-D. SIMONET

De Minister van Economie, Tewerkstelling en Buitenlandse Handel,

J.-C. MARCOURT

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,

Mevr. Ch. VIENNE

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,

B. LUTGEN

Nota

(1) *Zitting 2006-2007.*

*Stukken van het Waals Parlement, 545 (2006-2007), nrs. 1 tot 7.*

*Volledig verslag, openbare vergadering van 21 maart 2007.*

Bespreking - Stemmingen.

## MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2007 — 1648

[2007/201247]

**22 MARS 2007.** — **Décret fiscal favorisant la prévention et la valorisation des déchets en Région wallonne et portant modification du décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales directes**

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

### CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — Généralités

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent décret, les termes utilisés sont ceux définis par le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets.

Par ailleurs, il y a lieu d'entendre par :

1° décret du 27 juin 1996 : le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets;

2° co-incinération : technique de traitement des déchets dans une installation fixe ou mobile dont l'objectif essentiel est de produire de l'énergie ou des produits et :

a. qui utilise des déchets comme combustibles habituels ou d'appoint, ou

b. dans laquelle les déchets sont soumis au traitement thermique en vue de leur élimination;

3° collecte sélective : collecte séparative des déchets soit en porte-à-porte chez le producteur, soit par apport volontaire du producteur dans les parcs à conteneurs, conteneurs ou bulles accessibles aux producteurs;

4° exercice : l'année au cours de laquelle intervient le fait générateur des taxes établies par le présent décret;

5° Office : Office wallon des déchets tel que visé par le décret du 27 juin 1996.

### CHAPITRE II. — Taxe sur la mise des déchets en centre d'enfouissement technique

**Art. 2.** Il est établi une taxe sur la mise des déchets en centre d'enfouissement technique (C.E.T.).

**Art. 3.** Le redevable de la taxe est l'exploitant du C.E.T.

**Art. 4.** La base de la taxe est le nombre de tonnes de déchets mises en centre d'enfouissement technique.

**Art. 5.** § 1<sup>er</sup>. Le montant de la taxe sur la mise en C.E.T. des déchets ménagers est fixé pour les exercices 2008 et 2009 à 20 euros/tonne pour les déchets non dangereux, et à 25 euros/tonne pour les déchets dangereux.

A partir de l'exercice 2010, les montants visés à l'alinéa 1<sup>er</sup> sont portés respectivement à 60 euros/tonne et à 65 euros/tonne.

§ 2. Le montant de la taxe sur la mise en C.E.T. des déchets non ménagers est fixé à 35 euros/tonne.

Lorsque les déchets sont non dangereux, le montant visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> est porté à 60 euros/tonne à partir de l'exercice 2010.

Lorsqu'il s'agit de déchets dangereux, le montant visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> est porté à 40 euros/tonne pour les exercices 2008 et 2009 et à 65 euros/tonne à partir de l'exercice 2010.

§ 3. Lorsque la mise en C.E.T. de déchets n'est pas autorisée par la réglementation ou une autorisation administrative, le montant de la taxe est fixé à 150 euros/tonne, avec un minimum de 150 euros, s'il s'agit de déchets non dangereux, et à 600 euros/tonne, avec un minimum de 600 euros, s'il s'agit de déchets dangereux.

**Art. 6.** § 1<sup>er</sup>. Le montant de la taxe est réduit dans les hypothèses et aux montants suivants :

1° 12,5 euros/tonne, s'agissant des résidus de traitement par incinération, des cendres volantes provenant de centrales thermiques, des déchets résultant d'un traitement par inertage ou stabilisation, des sables de fonderie non inertes, et des résidus provenant du traitement des déchets issus de la production ou de la fabrication de la fonte et de l'acier;

2° 10 euros/tonne, s'agissant des déchets provenant de la destruction d'épaves de voitures et de ferrailles;

3° 8 euros/tonne, s'agissant des résidus non inertes d'unités de recyclage du verre utilisant du verre collecté sélectivement pour la production de verre neuf;

4° 5 euros/tonne, s'agissant des déchets inertes, sans préjudice du 10°, en ce compris les déchets inertes provenant de terrils et dépôts autorisés et devant être évacués en centre d'enfouissement technique dans le cadre de mesures de sécurité approuvées par les fonctionnaires compétents lorsque, de l'avis de l'Office, les procédés de gestion autres que l'excavation et la mise en centre d'enfouissement technique entraîneraient des dépenses démesurées ou seraient impraticables;

5° 3 euros/tonne, s'agissant des déchets autres que ceux visés au 10°, provenant d'opérations d'assainissement de sols approuvées par les fonctionnaires désignés par le Gouvernement ou par le Gouvernement lui-même lorsque, de l'avis de l'Office, les procédés d'assainissement autres que l'excavation et la mise en centre d'enfouissement technique entraîneraient des dépenses démesurées ou seraient impraticables;

6° 3 euros/tonne, s'agissant des résidus et des terres décontaminées issus des centres d'assainissement de sols autorisés autres que les terres visées au 10°;

7° 2,50 euros/tonne, s'agissant des déchets provenant de la fabrication de la fibre de verre, des matières enlevées du lit, des berges et des annexes des cours et plans d'eau, des déchets provenant des opérations de traitement des eaux en vue de les potabiliser, des déchets d'oxydes de fer provenant de la production de zinc, connus sous le nom de jarosite et goethite, et des gangues de minerai de manganèse issues de la production de sels et oxydes de manganèse;

8° 1,5 euro/tonne, s'agissant des déchets contenant du phosphogypse, des boues de soudière, des boues d'épuration de saumures de matières minérales et des déchets miniers;

9° 1,25 euro/tonne, s'agissant des boues ou des résidus solides résultant de la fabrication de pâte recyclée en provenance d'entreprises utilisant des déchets de papier et carton comme tout ou partie de matière première pour la production de papier et de carton neufs;

10° 0,25 euro/tonne, s'agissant de terres admissibles en C.E.T. de classe 3 ou de classe 5.3, à l'exception de celles utilisées aux fins de la couverture finale et de la remise en état des centres d'enfouissement technique;

11° 0 euro/tonne, s'agissant des déchets contenant des fibres d'amiante, ainsi que des déchets valorisables utilisés en C.E.T. au titre de substituts à des produits ou équipements nécessaires à l'exploitation et à la réhabilitation du C.E.T., en conformité avec le permis d'exploiter ou le permis d'environnement.

Les taux réduits tels que fixés par l'alinéa 1<sup>er</sup> ne sont applicables qu'aux déchets qui ne sont pas interdits de mise en C.E.T.

§ 2. Lorsque les déchets sont susceptibles d'être taxés selon plusieurs taux réduits, le taux supérieur est appliqué.

§ 3. Est exonérée de la taxe la mise en C.E.T. des produits de dragage effectués pour le compte de la Région wallonne et des institutions publiques dépendant de celle-ci.

### CHAPITRE III. — *Taxe sur l'incinération de déchets*

**Art. 7.** Il est établi une taxe sur l'incinération de déchets.

**Art. 8.** Le redevable de la taxe est l'exploitant de l'installation d'incinération de déchets.

**Art. 9.** La base de la taxe est le nombre de tonnes de déchets admises à l'incinération.

**Art. 10.** § 1<sup>er</sup>. Le montant de la taxe sur l'incinération de déchets non dangereux avec récupération de chaleur est fixé à 3 euros/tonne pour les exercices 2008 et 2009. Ce montant est porté à 6 euros/tonne à partir de l'exercice 2010.

Lorsque l'incinération est réalisée sans récupération de chaleur, les montants visés à l'alinéa précédent sont portés respectivement à 10 et à 25 euros/tonne.

§ 2. Lorsque l'incinération des déchets n'est pas couverte par un permis d'environnement ou un permis d'exploiter conformément à la législation en vigueur, le montant de la taxe est fixé à 150 euros/tonne, avec un minimum de 150 euros.

**Art. 11.** § 1<sup>er</sup>. Le montant de la taxe sur l'incinération de déchets dangereux avec récupération de chaleur est fixé à 10 euros/tonne pour les exercices 2008 et 2009. Ce montant est porté à 12 euros/tonne à partir de l'exercice 2010.

Lorsque l'incinération est réalisée sans récupération de chaleur, les montants visés à l'alinéa précédent sont portés respectivement à 15 et à 30 euros/tonne.

§ 2. Lorsque l'incinération des déchets dangereux n'est pas couverte par un permis d'environnement ou un permis d'exploiter conformément à la législation en vigueur, le montant de la taxe est fixé à 600 euros/tonne, avec un minimum de 600 euros.

**Art. 12.** L'incinération des déchets d'activités hospitalières et de soins de santé est exonérée de la taxe visée au présent chapitre.

Par dérogation aux articles 10, § 1<sup>er</sup>, et 11, § 1<sup>er</sup>, le montant de la taxe sur l'incinération des déchets issus d'opérations d'assainissement de sols approuvées par les fonctionnaires désignés par le Gouvernement ou par le Gouvernement lui-même est fixé à 1 euro/tonne en cas de récupération de chaleur et à 1,5 euro/tonne en l'absence de récupération de chaleur.

Le montant de la taxe due en application des articles 10, § 1<sup>er</sup>, et 11, § 1<sup>er</sup>, est réduit de 30 % pour les déchets incinérés sur leur site de production, lorsque les conditions cumulatives suivantes sont respectées :

1° les déchets sont incinérés par leur producteur, dans une installation répondant aux prescriptions environnementales en vigueur relatives à l'incinération des déchets;

2° l'installation d'incinération est dédiée à titre principal à la gestion de ces déchets;

3° l'incinération donne lieu à la récupération de chaleur.

CHAPITRE IV. — *Taxe sur la co-incinération des déchets*

**Art. 13.** Il est établi une taxe sur la co-incinération des déchets dangereux.

**Art. 14.** Le redevable de la taxe est l'exploitant de l'installation de co-incinération de déchets.

**Art. 15.** La base de la taxe est le nombre de tonnes de déchets dangereux utilisées comme combustibles à la co-incinération ou soumises au traitement thermique en vue de leur élimination.

**Art. 16.** § 1<sup>er</sup>. Le montant de la taxe visée au présent chapitre est fixé à 5 euros/tonne, à partir de l'exercice 2008.

Par dérogation à l'alinéa précédent, le montant de la taxe sur la co-incinération des déchets dangereux issus d'opérations d'assainissement de sols approuvées par les fonctionnaires désignés par le Gouvernement ou par le Gouvernement lui-même est fixé à 0,5 euro/tonne.

Le montant de la taxe due en application de l'alinéa 1<sup>er</sup> est réduit de 30 % pour les déchets co-incinérés sur leur site de production, lorsque les conditions cumulatives suivantes sont respectées :

1° les déchets sont co-incinérés par leur producteur, dans une installation répondant aux prescriptions environnementales en vigueur relatives à la co-incinération des déchets;

2° l'installation de co-incinération gère à titre principal ces déchets.

§ 2. Lorsque la co-incinération de déchets dangereux n'est pas couverte par un permis d'environnement ou un permis d'exploiter conformément à la législation en vigueur, le montant de la taxe est fixé à 600 euros/tonne, avec un minimum de 600 euros.

CHAPITRE V. — *Taxe subsidiaire sur la collecte et la gestion des déchets*

**Art. 17.** Il est établi une taxe sur les déchets collectés en Région wallonne.

**Art. 18.** § 1<sup>er</sup>. Est redevable de la taxe toute personne physique ou morale agréée ou enregistrée comme collecteur de déchets sur la base du décret du 27 juin 1996.

A défaut de collecteur de déchets agréé ou enregistré, le redevable est toute personne physique ou morale agréée ou enregistrée comme transporteur de déchets sur la base du décret du 27 juin 1996.

A défaut de transporteur de déchets agréé ou enregistré, le redevable est le producteur initial des déchets ou, en cas d'opération(s) de gestion en Région wallonne conduisant à un changement de nature ou de composition des déchets, la personne ayant réalisé la dernière de ces opérations.

§ 2. Le transporteur de déchets agréé ou enregistré est solidairement responsable avec le collecteur du paiement de la taxe, des intérêts, des amendes, des accroissements et des frais y afférents.

**Art. 19.** Si le déchet est traité selon un mode de gestion unique, la base de la taxe est le nombre de tonnes de déchets collectées.

Si le déchet est traité dans une filière impliquant plusieurs modes de gestion de déchets soumis à la taxe, la base de la taxe pour chaque mode de gestion taxable est le nombre de tonnes de déchets faisant l'objet de ces modes de gestion. La charge de la preuve de cette quantité incombe au redevable.

**Art. 20.** La taxe visée au présent chapitre n'est pas due lorsque les déchets collectés sont, en Région wallonne, réutilisés, recyclés, valorisés, exonérés de taxe par le présent décret, ou sont gérés selon un mode de gestion qui entraîne la déduction d'une autre taxe visée au présent décret.

Lorsque les déchets collectés en Région wallonne y sont éliminés selon un mode de gestion qui n'entraîne pas la déduction d'une taxe visée aux chapitres II et III, le montant de la taxe est identique à celui dû pour la mise en centre d'enfouissement technique de déchets.

**Art. 21.** Lorsque les déchets collectés en Région wallonne sont gérés hors du territoire de la Région wallonne, le montant de la ou des taxes est identique au montant qui serait appliqué si les déchets étaient gérés en Région wallonne par le ou les mêmes procédés, sous déduction de la taxe ou redevance appliquée au lieu de gestion des déchets et en raison de cette gestion, sans que le montant de la taxe puisse être inférieur à zéro.

La charge de la preuve du ou des modes de traitement et du paiement de la taxe ou redevance due hors de la Région incombe au redevable.

A défaut, le montant de la taxe est identique à celui de la taxe pour la mise en centre d'enfouissement technique de déchets.

CHAPITRE VI. — *Taxe sur les déchets soumis à une obligation de reprise*

**Art. 22.** Il est établi une taxe sur les déchets pour lesquels existe en Région wallonne une obligation de reprise prévue par un accord de coopération interrégional, par une législation wallonne ou par une convention environnementale prise en exécution de ceux-ci.

**Art. 23.** Le redevable de la taxe est la personne physique ou morale soumise à l'obligation de reprise ou, en cas d'adhésion à une convention environnementale ou à un organisme agréé chargé de l'exécution de l'obligation de reprise, l'organisme assurant la gestion de l'obligation de reprise.

**Art. 24.** La base de la taxe est le nombre de tonnes de déchets résultant des produits mis sur le marché en Région wallonne et qui doivent, en vertu de l'obligation de reprise, faire l'objet d'une collecte, d'un recyclage et/ou d'une valorisation.

Le redevable de la taxe est exonéré pour le nombre de tonnes de déchets effectivement collectées, recyclées et/ou valorisées au cours de l'exercice en exécution de l'obligation de reprise.

**Art. 25.** Le montant de la taxe est fixé à 150 euros/tonne de déchets.

La taxe n'est pas due les deux premières années de l'entrée en vigueur effective de l'obligation de reprise.

**Art. 26.** Le Gouvernement fixe la méthode pour la détermination du poids total des déchets résultant des produits mis sur le marché en Région wallonne proportionnellement à la population résidant en Région wallonne par rapport à la population belge, et pour la détermination du poids total des déchets collectés, recyclés ou valorisés, pour lesquels il existe une obligation de reprise.

CHAPITRE VII. — *Taxe favorisant la collecte sélective de déchets ménagers*

**Art. 27.** § 1<sup>er</sup>. Il est établi une taxe sur les déchets ménagers collectés de manière non sélective par ou pour le compte des communes, au-delà d'une quantité totale annuelle collectée variant selon l'exercice et le nombre d'habitants de la commune.

Pour l'application de la présente taxe, les déchets ménagers collectés de manière non sélective ne comprennent pas les déchets de nettoyage des rues et des encombrants.

Pour les communes de moins de dix mille habitants, la quantité visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> est fixée, par habitant, à 240 kg pour l'exercice 2008, à 220 kg pour les exercices 2009-2010, et à 200 kg à partir de l'exercice 2011.

Pour les communes de dix mille à moins de vingt-cinq mille habitants, la quantité visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> est fixée, par habitant, à 240 kg pour l'exercice 2008, à 230 kg pour les exercices 2009-2010, et à 220 kg à partir de l'exercice 2011.

Pour les communes de vingt-cinq mille habitants et plus, la quantité visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> est fixée, par habitant, à 240 kg, quel que soit l'exercice.

§ 2. Pour le calcul de la taxe, le nombre d'habitants arrêté au 1<sup>er</sup> janvier de l'exercice est calculé sous la forme d'équivalents-habitants selon les modalités suivantes :

1<sup>o</sup> personne inscrite au registre de la population ou des étrangers de la commune : 1 équivalent-habitant;

2<sup>o</sup> étudiant non domicilié dans la commune et dont le logement est déclaré à la commune : 0,5 équivalent-habitant;

3<sup>o</sup> touriste : 1/365<sup>e</sup> équivalent-habitant par nuitée effective dans un établissement d'hébergement touristique situé dans la commune déclarée au commissariat général au tourisme ou, moyennant signature d'un accord de coopération entre la Région wallonne et la Communauté germanophone, à l'autorité compétente pour la Communauté germanophone;

4<sup>o</sup> occupants d'une résidence secondaire dans la commune : 1 équivalent-habitant par résidence secondaire.

**Art. 28.** Le redevable de la taxe est la commune qui collecte ou pour le compte de laquelle sont collectés les déchets ménagers.

**Art. 29.** La base de la taxe est le nombre de tonnes de déchets ménagers collectées de manière non sélective excédant les quantités énoncées au présent chapitre.

**Art. 30.** Le montant de la taxe est fixé à 35 euros/tonne.

#### CHAPITRE VIII. — Réduction et exonération de taxes

##### Section 1<sup>re</sup>. — Réduction de taxe liée à un mécanisme de prévention

**Art. 31.** § 1<sup>er</sup>. Les redevables des taxes visées aux chapitres II, III, IV et V peuvent bénéficier d'une réduction ou d'une exonération de taxe pour les quantités de déchets traitées en provenance de producteurs qui réalisent des objectifs de prévention déterminés par arrêtés.

§ 2. Le Gouvernement fixe, par arrêté, pour chaque secteur demandeur d'une telle réduction ou exonération, les objectifs de prévention à réaliser par le ou les producteurs de déchets relevant de ce secteur.

A cet effet, le Gouvernement se base sur une évaluation du potentiel de prévention des déchets pour le secteur considéré. Cette évaluation est réalisée par un consultant spécialisé en analyses économiques et environnementales en matière de déchets et de processus industriels.

La désignation du consultant et le rapport d'évaluation sont approuvés par l'Office dans les trente jours de leur transmission à l'Office.

Les objectifs de prévention sont calculés sur la base de la moyenne des quantités de déchets générées par tonne de produits, déclarées annuellement à l'Office par le ou les producteurs relevant du secteur considéré au cours des deux exercices précédant la date d'entrée en vigueur de l'arrêté visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

L'arrêté visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> contient, le cas échéant, les modalités de renouvellement ou de prolongation des objectifs de prévention.

§ 3. Le Gouvernement fixe, par arrêté, pour chaque secteur demandeur, le montant de la réduction de taxe. La réduction de taxe est proportionnelle aux objectifs de prévention réalisés par rapport aux objectifs de prévention fixés conformément au § 1<sup>er</sup>.

Si les déchets non dangereux sont mis en C.E.T., la réduction des taxes visées aux chapitres II et V ne peut être supérieure à 25 euros/tonne. Cette réduction est d'application à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2010.

Si les déchets dangereux sont mis en C.E.T., la réduction des taxes visées aux chapitres II et V ne peut être supérieure à 5 euros/tonne à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2008, et à 25 euros/tonne à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2010. A partir du 1<sup>er</sup> janvier 2010, les redevables en conservent le bénéfice pour autant que les objectifs fixés soient respectés.

Si les déchets sont incinérés ou co-incinérés, la réduction des taxes visées aux chapitres III, IV et V ne peut être supérieure au montant de la taxe en principe due. A partir du 1<sup>er</sup> janvier 2010, les redevables en conservent le bénéfice pour autant que les objectifs fixés soient respectés.

La réduction de taxe visée au présent article n'est pas applicable pour les déchets bénéficiant d'un taux réduit en vertu de l'article 6, § 1<sup>er</sup>, ou se voyant appliquer une majoration de taxe en vertu des articles 5, § 3, 10, § 2, 11, § 2, et 16, § 2.

§ 4. La réduction ou l'exonération de la taxe n'est acquise aux redevables que pour autant qu'ils en répercutent intégralement le bénéfice aux producteurs de déchets concernés.

**Art. 32.** Les arrêtés du Gouvernement visés à l'article 31 sont pris après concertation avec les secteurs concernés. Ils prennent effet le jour de l'entrée en vigueur du présent décret et sont confirmés par le Parlement wallon dans les douze mois de leur promulgation. En l'absence de confirmation dans le délai requis, ces arrêtés sont rapportés.

Le Gouvernement peut modifier les arrêtés adoptés et confirmés en application de l'article 31 et de l'alinéa 1<sup>er</sup> du présent article. Les arrêtés modificatifs doivent à leur tour être confirmés dans les douze mois de leur promulgation. En l'absence de confirmation dans le délai requis, ces arrêtés sont rapportés.

**Art. 33.** Le Gouvernement détermine les modalités d'évaluation du mécanisme de réduction de taxes mis en œuvre en vertu de la présente section.

##### Section 2. — Exonération de taxes liée à un mécanisme de prestations d'intérêt général

**Art. 34.** § 1<sup>er</sup>. Est exonéré de la taxe visée au chapitre IV le redevable qui aura préalablement conclu avec le Gouvernement une charte de gestion durable des déchets en Région wallonne.

Toute charte comporte au minimum l'engagement du redevable :

1<sup>o</sup> dans le but de réduire de manière significative l'élimination en C.E.T. des déchets sur le territoire de la Région, de mettre à disposition de la Région, des institutions publiques qui en dépendent et de personnes exerçant une mission d'intérêt général ou de service public désignées par le Gouvernement, une capacité de traitement prioritaire des déchets issus de l'exécution de leurs missions d'intérêt général ou de service public;

2<sup>o</sup> de participer activement aux procédures de passation de marchés publics initiées par la Région, les institutions publiques qui en dépendent ou les personnes exerçant une mission d'intérêt général ou de service public désignées par

le Gouvernement, relatives à la gestion des flux de déchets concernés dans les limites et conditions fixées par le cahier des charges relatif audit marché et aux clauses techniques d'acceptation du redevable;

3° de traiter effectivement la quantité annuelle de déchets déterminée dans la charte, en exécution des marchés publics visés au 2° et attribués, le cas échéant, au redevable;

4° de constituer, dès la conclusion de la charte, une garantie bancaire à première demande au bénéfice de la Région d'un montant équivalant au montant prévisionnel de la taxe qui serait due pour un exercice et de déposer auprès de la Région une lettre de crédit attestant la constitution de cette garantie.

Le Gouvernement approuve la charte conclue avec le redevable, qui stipule la typologie, les caractéristiques, la quantité des déchets qui doit être co-incinérée, ainsi que le mode de traitement et de prétraitement.

La charte a une durée minimale de validité de trois ans. A l'expiration de la durée de validité initiale, elle est reconduite de plein droit pour des périodes successives d'un an, sans préjudice du droit pour la Région ou le redevable d'y mettre fin moyennant un préavis écrit, notifié au plus tard en date du 30 septembre de l'exercice en cours.

La mise en œuvre de la charte fait l'objet, par redevable, d'une évaluation et d'un rapport annuel de l'Office, soumis à l'approbation du Gouvernement.

En cas d'inexécution par le redevable d'une ou de plusieurs des obligations contenues dans la charte, dûment constatée par le Gouvernement, la garantie bancaire à première demande est levée. Le Gouvernement peut, le cas échéant, mettre un terme à la charte avant son échéance.

Dans ce dernier cas, les sanctions prévues à l'article 68 du présent décret sont d'application pour l'exercice en cours à la date de la résiliation de la charte par le Gouvernement.

§ 2. La disposition visée au paragraphe 1<sup>er</sup> du présent article est applicable à la co-incinération en dehors du territoire de la Région.

#### CHAPITRE IX. — *Taxe sur la détention de déchets*

**Art. 35.** § 1<sup>er</sup>. Il est établi une taxe sur la détention de déchets en quelque endroit situé en Région wallonne et qui ne donne lieu à l'application d'aucune autre taxe établie par le présent décret.

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, ne constitue pas un fait générateur de la taxe la présence de déchets dans un endroit sur lequel une personne physique ou morale a exercé ou exerce encore une activité autorisée sur la base :

1° de l'arrêté du Régent du 4 février 1946 portant approbation du Règlement général pour la protection du travail;

2° du décret du 5 juillet 1985 relatif aux déchets;

3° du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets;

4° du décret du 9 mai 1988 relatif aux mines;

5° du décret du 27 octobre 1988 sur les carrières;

6° du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement;

7° du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine;

8° du décret du 4 juillet 2002 sur les carrières et modifiant certaines dispositions du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, pour autant que les déchets présents soient prévus par les conditions de ces autorisations ou permis.

§ 2. La taxe n'est pas due si un plan de réhabilitation, au sens des dispositions du décret du 27 juin 1996, a été introduit et a été déclaré recevable, à moins qu'il ne soit pas exécuté selon ses prescriptions, ou si la présence de déchets est imputable à un tiers taxé par ailleurs pour l'abandon de déchets sur le lieu considéré.

Le plan de réhabilitation approuvé selon les modalités fixées par le Gouvernement vaut permis d'environnement, permis d'urbanisme, permis unique, déclaration ou enregistrement.

**Art. 36.** Le redevable de la taxe est le propriétaire de tout immeuble, bâti ou non bâti, ou de tout moyen de transport, situé en Région wallonne, où sont présents des déchets.

**Art. 37.** La base de la taxe est le nombre de mètres cubes de déchets.

**Art. 38.** Le montant de la taxe est fixé à 50 euros/m<sup>3</sup> pour les déchets non dangereux, et à 200 euros/m<sup>3</sup> pour les déchets dangereux et les déchets dangereux et non dangereux en mélange. Le montant de la taxe est plafonné à 500.000 euros.

#### CHAPITRE X. — *Taxe sur l'abandon de déchets*

**Art. 39.** Il est établi une taxe sur l'abandon de déchets. Le redevable de la taxe est la personne qui abandonne le déchet.

**Art. 40.** Le montant de la taxe est fixé à 150 euros/m<sup>3</sup> de déchets abandonnés, avec un minimum de 150 euros.

Le montant de la taxe est porté à 600 euros/m<sup>3</sup> pour les déchets dangereux, avec un minimum de 600 euros.

**Art. 41.** La taxe visée par le présent chapitre n'est pas due lorsque son fait générateur a fait l'objet de poursuites pénales définitivement clôturées ou d'une décision définitive en matière d'amende administrative.

**Art. 42.** Le fonctionnaire visé à l'article 119bis de la Nouvelle loi communale qui décide de ne pas imposer d'amende administrative transmet à l'Office une copie du procès-verbal visé au § 6 de l'article 119bis précité, afin de permettre à celui-ci de procéder à la taxation. L'exigibilité de la taxe est toutefois suspendue en cas de recours de la commune contre la décision du fonctionnaire de ne pas imposer l'amende administrative et la taxe est dégrevée en cas d'annulation de cette décision du fonctionnaire de ne pas imposer l'amende administrative.

De même, une copie du procès-verbal dressé, en cas d'abandon de déchets, par un fonctionnaire ou agent de la Région visé par l'article 45 du décret du 27 juin 1996 est transmise à l'Office lorsqu'aucune sanction administrative n'est infligée par application de l'article 48 du décret du 27 juin 1996.

CHAPITRE XI. — *Dispositions communes**Section 1<sup>re</sup>. — Généralités*

**Art. 43.** Les taxes établies par les articles précédents sont perçues au profit de la Région wallonne.

**Art. 44.** § 1<sup>er</sup>. Le produit des taxes visées par le présent décret est affecté exclusivement au fonds budgétaire au sens de l'article 45 des lois coordonnées sur la comptabilité de l'Etat, dénommé Fonds pour la gestion des déchets, créé au sein du budget des recettes et du budget général des dépenses de la Région wallonne.

Ce fonds est affecté au financement de missions générales et de missions spécifiques. Chaque année, le Gouvernement arrête pour l'exercice suivant les règles d'affectation des recettes du fonds aux missions générales et aux missions spécifiques.

§ 2. Les missions générales sont les missions suivantes :

1° la mise en place d'actions de prévention;

2° la mise en place des installations de gestion des déchets ménagers en conformité avec la planification prévue par le décret du 27 juin 1996;

3° la mise en conformité des installations de gestion des déchets ménagers avec les normes légales et réglementaires;

4° les études et actions de sensibilisation relatives à la gestion planifiée des déchets ménagers en Région wallonne;

5° l'aide au laboratoire de référence de la Région wallonne pour ses missions relatives à la gestion des déchets;

6° la promotion de la recherche, du développement et de l'utilisation de techniques écologiquement rationnelles, en ce compris le financement des études relatives à cet objectif;

7° la valorisation des déchets ménagers non soumis à une obligation de reprise, y compris la collecte y afférente;

8° l'assainissement de terrains pollués à l'exception des sites à réaménager tels que visés au chapitre I<sup>er</sup> du titre I<sup>er</sup> du livre II du CWaTUP;

9° les avances nécessaires à l'accomplissement des mesures de sécurité et des mesures imposées d'office par un risque de pollution;

10° la gestion informatique des procédures d'autorisation et des informations concernant la gestion des déchets;

11° la perception et le contrôle des taxes visées par le présent décret;

12° l'intervention dans l'indemnisation de victimes de dommages causés par des déchets;

13° le fonctionnement de l'Office;

14° la participation aux frais de contrôles donnant lieu à la perception des taxes, en ce compris les frais exposés par les communes.

§ 3. Les missions spécifiques sont les missions suivantes :

1° la mise en place d'actions de prévention des déchets industriels au bénéfice des personnes morales de droit privé;

2° l'assainissement de terrains industriels pollués.

**Art. 45.** A partir de l'exercice 2011, le montant des taxes et des exonérations est adapté en fonction des fluctuations de l'indice des prix à la consommation.

L'adaptation est réalisée à l'aide du coefficient qui est obtenu en divisant la moyenne des indices des prix de l'année qui précède l'année comprenant la période de déclaration par la moyenne des indices des prix de l'année 2009. Pour le calcul du coefficient, on arrondit de la manière suivante :

1° la moyenne des indices est arrondie au centième supérieur ou inférieur d'un point selon que le chiffre des millièmes d'un point atteint ou non 5;

2° le coefficient est arrondi au dix millième supérieur ou inférieur selon que le chiffre des cent millièmes atteint ou non 5.

Après application du coefficient, les montants sont arrondis à l'eurocent supérieur ou inférieur selon que le chiffre des millièmes atteint ou non 5.

L'Office publie au *Moniteur belge* les taux de la taxe tels qu'adaptés conformément au présent article.

**Art. 46.** Le taux et le montant de la taxe perçue en vertu du présent décret doivent être clairement identifiés sur toute facture établie par un redevable pour une opération de gestion de déchets.

**Art. 47.** La charge de la preuve de la réunion des conditions d'une exemption ou d'une réduction de taxe ou de taux de la taxe incombent au redevable qui se prévaut de cette exemption ou de cette réduction quelconque.

Lorsqu'une taxe visée par le présent décret comporte plusieurs taux, sauf preuve contraire par le contribuable de l'application d'un taux moins élevé, les déchets visés par chaque chapitre sont présumés correspondre au taux le plus élevé prévu par ce chapitre, sans préjudice de ce qui y serait prévu.

**Art. 48.** Le décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales directes s'applique aux taxes prévues par le présent décret, à moins qu'il n'y soit dérogé par les sections II et III du présent chapitre.

*Section 2. — Déclaration*

**Art. 49.** § 1<sup>er</sup>. A l'exception des taxes dues en application des chapitres VI, VII et X, tout redevable est tenu de déposer auprès de l'Office une déclaration établissant le montant des taxes dues au cours d'un trimestre civil. Cette déclaration comporte tous les éléments nécessaires au contrôle de la perception de chacune des taxes dues dans son chef au cours de la période concernée.

La déclaration doit être envoyée ou remise au siège de l'Office, au plus tard le 20 du mois qui suit le trimestre civil auquel se rapporte la déclaration.

Si le redevable a été chargé de traiter des déchets issus d'une activité de service public, conformément à l'article 34, il joint à sa déclaration les quantités de déchets pour lesquelles la prestation est effectuée, ainsi qu'une copie de l'état d'avancement contradictoire du marché.

§ 2. Pour ce qui concerne la taxe due en application des chapitres VI et VII, tout redevable est tenu de déposer auprès de l'Office une déclaration établissant le montant des taxes dues au cours d'une année civile. Cette déclaration comporte tous les éléments nécessaires au contrôle de la perception de chacune des taxes dues dans son chef au cours de la période concernée.

La déclaration doit être envoyée ou remise au siège de l'Office, au plus tard le 20 du mois qui suit l'année civile à laquelle se rapporte la déclaration.

*Section 3. — Paiement et recouvrement*

**Art. 50.** § 1<sup>er</sup>. A l'exception de la taxe due en application du chapitre X, les taxes relatives à une déclaration sont exigibles à la fin de la période à laquelle se rapporte cette déclaration.

§ 2. Les taxes sont payables, à l'initiative du redevable, au plus tard le 20 du mois qui suit l'échéance trimestrielle, à l'exception de la taxe due en application du chapitre VII et de la taxe due en application du chapitre X.

§ 3. Pour ce qui concerne la taxe due en application du chapitre VII, la taxe est payable, à l'initiative du redevable, au plus tard le soixantième jour de l'année qui suit l'année civile à laquelle se rapporte la déclaration de l'article 49, § 2.

**CHAPITRE XII. — Modification au décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales directes**

**Art. 51.** L'article 6 du décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales directes est complété par l'alinéa suivant :

« Le redevable qui n'a pas reçu le formulaire est tenu de le réclamer au service désigné par le Gouvernement pour délivrer la formule de déclaration. »

**Art. 52.** A l'article 10 du même décret, les mots "l'administration" sont remplacés par les mots "le service désigné par le Gouvernement".

**Art. 53.** A l'article 11 du même décret, les mots "L'administration" sont remplacés par les mots "Le service désigné par le Gouvernement".

**Art. 54.** Un article 11bis, rédigé comme suit, est inséré dans le même décret :

« Art. 11bis. Les fonctionnaires du service désigné par le Gouvernement peuvent, aux fins de contrôler la perception des impôts et taxes visées par le présent décret, pénétrer librement, à tout moment, sans avertissement préalable, dans tous les bâtiments, ateliers, établissements, locaux ou autres lieux, où sont effectuées des activités visées par ces impôts et taxes, ou sont présumées être effectuées de telles activités.

Toutefois, ils ne peuvent pénétrer dans les bâtiments ou les locaux habités que de 5 heures du matin à 9 heures du soir et uniquement avec l'autorisation du juge de police, sauf accord de l'occupant des lieux.

Sur simple demande des fonctionnaires visés à l'alinéa 1<sup>er</sup>, toute personne est tenue de leur présenter tous renseignements, livres et documents utiles à l'établissement de la taxe. Ces fonctionnaires sont autorisés à en prendre copies. »

**Art. 55.** Un article 11ter, rédigé comme suit, est inséré dans le même décret :

« Art. 11ter. Le redevable d'un impôt ou d'une taxe visée par le présent décret est tenu de conserver une copie des déclarations afférentes à cet impôt ou à cette taxe, transmises au service désigné par le Gouvernement pour les recevoir, ainsi que les documents de gestion nécessaires à la vérification de la perception des impôts et taxes visées par le présent décret, et ce, pendant une durée de cinq années prenant cours au 1<sup>er</sup> janvier de l'exercice d'imposition. »

**Art. 56.** A l'article 13 du même décret, les mots "l'administration" sont remplacés par les mots "le service désigné par le Gouvernement".

**Art. 57.** A l'article 14 du même décret, sont apportées les modifications suivantes :

1<sup>o</sup> A l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots "à l'administration" sont remplacés par les mots "au service désigné par le Gouvernement".

2<sup>o</sup> A l'alinéa 2, les mots ", sauf si les droits du Trésor régional sont en péril, pour une cause autre que l'expiration des délais d'imposition." sont remplacés par les mots ", sauf si le redevable a marqué son accord par écrit sur la rectification de la déclaration, ou si les droits du Trésor régional sont en péril pour une cause autre que l'expiration des délais d'imposition."

**Art. 58.** A l'article 15 du même décret, sont apportées les modifications suivantes :

1<sup>o</sup> Les mots "l'administration" sont remplacés par les mots "le service désigné par le Gouvernement".

2<sup>o</sup> Il est inséré le texte suivant entre les premier et deuxième tirets, ce dernier devenant le troisième tiret :

"— soit d'éliminer, dans le délai consenti à cette fin, le ou les vices de forme entachant sa déclaration;"

**Art. 59.** A l'article 16 du même décret, sont apportées les modifications suivantes :

1<sup>o</sup> A l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots "l'administration" sont remplacés par les mots "le service désigné par le Gouvernement".

2<sup>o</sup> Cette disposition est complétée par l'alinéa suivant :

« La taxe ne peut être établie avant l'expiration de ce délai, sauf si le redevable a marqué son accord par écrit sur la rectification de la déclaration, ou si les droits du Trésor régional sont en péril pour une cause autre que l'expiration des délais d'imposition. »

**Art. 60.** Un article 17bis, rédigé comme suit, est inséré dans le chapitre IV du même décret :

« Art. 17bis. § 1<sup>er</sup>. Aucune somme de taxes ne peut être exigée des redevables, si ce n'est :

a. soit en vertu d'un rôle rendu exécutoire, document qui constitue le titre légal de perception;

b. soit en vertu d'une obligation de paiement d'initiative mise à charge du redevable par la législation, ou en vertu d'une déclaration établissant le montant de taxes dues et dans laquelle le redevable mentionne lui-même le montant de taxes dues.

§ 2. Les rôles sont soit annuels, soit spéciaux.

Font l'objet de rôles spéciaux :

— les taxes visées par une procédure de rectification d'une déclaration mentionnée au § 1<sup>er</sup>, b.;

— les taxes visées par une procédure de taxation d'office, lorsque ces taxes sont payables d'initiative ou sur la base d'une déclaration, tel que prévu au § 1<sup>er</sup>, b.;

— les autres taxes visées au § 1<sup>er</sup>, b., à défaut de paiement dans le délai prévu par la législation applicable;

— la taxe wallonne sur l'abandon de déchets.

Les autres taxes dues par un redevable font l'objet de rôles annuels. »

**Art. 61.** A l'article 19 du même décret, sont apportées les modifications suivantes :

1<sup>o</sup> L'alinéa 2 est remplacé par la disposition suivante :

« L'exercice d'imposition est :

— pour les taxes payables d'initiative ou sur la base d'une déclaration, tel que prévu à l'article 17bis, § 1<sup>er</sup>, b., ainsi que pour la taxe wallonne sur l'abandon de déchets : l'année civile formant la période imposable;

— pour les autres taxes : l'année civile qui suit la période imposable. »

2° L'alinéa 3 est abrogé.

**Art. 62.** L'article 20, alinéa 2, du même décret, est remplacé par la disposition suivante :

« Toutefois, la taxe ou le supplément de taxe peut être établi pendant trois ans à partir du 1<sup>er</sup> janvier de l'exercice d'imposition :

— dans le cas où la déclaration prescrite par le présent décret ou par le décret qui établit la taxe n'a pas été introduite dans le délai prescrit par l'article 7 ou si la taxe due est supérieure à celle qui se rapporte aux éléments mentionnés dans la formule de déclaration;

— dans le cas où il s'agit de taxes visées à l'article 17bis, § 1<sup>er</sup>, b., dans la mesure où elles ne sont pas payées dans le délai prévu par la législation applicable;

— dans le cas de la taxe wallonne sur l'abandon de déchets. »

**Art. 63.** A l'article 22 du même décret, le 4° est complété par les mots "et, dans le cas des sommes portées dans un rôle spécial, la mention de la période imposable ou de la partie de période imposable à laquelle se rapporte l'avertissement-extrait de rôle;"

**Art. 64.** L'article 23 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 23. § 1<sup>er</sup>. La taxe portée dans un rôle annuel, la taxe portée dans un rôle spécial à la suite d'une procédure de rectification de la déclaration ou de taxation d'office visée à l'article 17bis, § 2, alinéa 2, premier et deuxième tirets, et la taxe wallonne sur l'abandon de déchets visée à l'article 17bis, § 2, alinéa 2, quatrième tiret, sont exigibles à la date à laquelle le rôle a été rendu exécutoire.

Elles doivent être acquittées au plus tard dans les deux mois suivant la date de l'envoi de l'avertissement-extrait de rôle.

§ 2. A défaut de paiement dans le délai prévu par la législation applicable, les mesures d'exécution forcée relatives aux taxes visées à l'article 17bis, § 1<sup>er</sup>, b., doivent être précédées d'une reprise dans un rôle spécial, conformément à l'article 17bis, § 2, alinéa 2.

La taxe portée dans un rôle spécial à défaut de paiement dans le délai prévu par la législation applicable, telle que visée à l'article 17bis, § 2, alinéa 2, troisième tiret, est exigible dès l'échéance du délai de paiement prévu par la législation applicable à cette taxe.

Elle doit être acquittée immédiatement. »

**Art. 65.** A l'article 24 du même décret, les mots "les taxes sont immédiatement exigibles" sont remplacés par les mots "les taxes portées dans un rôle annuel, les taxes portées dans un rôle spécial à la suite d'une procédure de rectification de la déclaration ou de taxation d'office visée à l'article 17bis, § 2, alinéa 2, premier et deuxième tirets, et la taxe wallonne sur l'abandon de déchets, visée à l'article 17bis, § 2, alinéa 2, quatrième tiret, telles que visées à l'article 23, § 1<sup>er</sup>, sont acquittées sans délai".

**Art. 66.** L'article 25, alinéa 2, du même décret est complété par les mots ", ou de la date de la perception des impôts perçus autrement que par rôle".

**Art. 67.** A l'article 27 du même décret, sont apportées les modifications suivantes :

1° Les mots ", perçus par rôle ou autrement," sont insérés entre les mots "dégrévement des surtaxes" et les mots "résultant d'erreurs matérielles".

2° Cette disposition est complétée par les mots "dans le cas des taxes enrôlées, ou au cours de laquelle la taxe a été payée, dans le cas des taxes perçues autrement que par rôle".

**Art. 68.** L'article 63 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 63. § 1<sup>er</sup>. En cas d'infraction au présent décret ou au décret établissant la taxe, commise dans le but d'éluider la taxe, celle-ci est augmentée de plein droit d'une amende de 100 % du montant de la taxe que le redevable a tenté d'éluider.

§ 2. Par dérogation au § 1<sup>er</sup> :

1° pour les taxes sur les déchets, en cas de rectification ou de taxation d'office, le redevable encourt une amende fiscale d'un montant égal à deux fois le montant de la taxe éludée.

Cette amende est réduite par le service désigné par le Gouvernement, à un maximum de 50 % du montant de la taxe éludée, en cas d'absence d'intention frauduleuse ou de dessein de nuire.

Elle est réduite par le service désigné par le Gouvernement, à un maximum de 10 % du montant de la taxe éludée, en cas de première infraction commise par le redevable sans intention frauduleuse ou dessein de nuire.

Elle est remise totalement et d'office, en cas de régularisation spontanée effectuée par le redevable;

2° toute infraction aux règles visées aux articles 10 à 11ter du présent décret est frappée d'une amende de 625 euros.

§ 3. Ces amendes sont établies et recouvrées de la même manière que la taxe à laquelle elles se rapportent. »

### CHAPITRE XIII. — Dispositions transitoires, abrogatoire et finale

**Art. 69.** L'exonération visée à l'article 34 n'est accordée aux redevables des taxes visées au chapitre IV que pour des marchés publics passés après l'entrée en vigueur du présent décret.

**Art. 70.** Pour les redevables qui sont soumis à l'impôt des sociétés, les taxes visées par les chapitres II à V sont, pour les exercices 2008 et 2009, affectées d'un coefficient de 0.7.

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, le coefficient n'est pas d'application aux montants de la taxe sur la mise en C.E.T. des déchets visés aux articles 5 et 6, § 1<sup>er</sup>, aux montants de la taxe sur l'incinération des déchets visés aux articles 10, § 2, et 11, § 2, et au montant de la taxe sur la co-incinération de déchets visé à l'article 16, § 2.



**Art. 71.** Le décret du 25 juillet 1991 relatif à la taxation des déchets en Région wallonne est abrogé.

**Art. 72.** Le présent décret entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2008.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 22 mars 2007.

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,

A. ANTOINE

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Équipement et du Patrimoine,

M. DAERDEN

La Ministre de la Formation,

Mme M. ARENA

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,

Ph. COURARD

La Ministre de la Recherche, des Technologies nouvelles et des Relations extérieures,

Mme M.-D. SIMONET

Le Ministre de l'Économie, de l'Emploi et du Commerce extérieur,

J.-C. MARCOURT

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des Chances,

Mme Ch. VIENNE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,

B. LUTGEN

—————  
Note

(1) *Session 2006-2007.*

*Documents du Parlement wallon*, 546 (2006-2007), n<sup>os</sup> 1 à 7.

*Compte rendu intégral*, séance publique du 21 mars 2007

Discussion - Votes.

—————  
ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2007 — 1648

[2007/201247]

**22. MÄRZ 2007 — Steuerdekret zur Förderung der Vermeidung und der Verwertung von Abfällen in der Wallonischen Region und zur Abänderung des Dekrets vom 6. Mai 2007 über die Festsetzung, die Beitreibung und die Streitsachen bezüglich der regionalen direkten Abgaben**

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen, und Wir, Regierung, sanktionieren es:

KAPITEL I — *Allgemeines*

**Artikel 1** - Für die Anwendung des vorliegenden Dekrets sind die verwendeten Begriffe diejenigen, die im Dekret vom 27. Juni 1996 über die Abfälle bestimmt worden sind.

Zum anderen gelten folgende Begriffsbestimmungen:

1° Dekret vom 27. Juni 1996: das Dekret vom 27. Juni 1996 über die Abfälle;

2° Mitverbrennung: Technik zur Behandlung der Abfälle in einer ortsfesten bzw. mobilen Anlage, die zur wesentlichen Zielsetzung hat, Energie oder Produkte zu erzeugen und

a. bei der Abfälle als gewöhnliche oder zusätzliche Brennstoffe verwendet werden, oder

b. bei der die Abfälle einer thermischen Behandlung im Hinblick auf deren Beseitigung unterzogen werden;

3° selektive Sammlung: getrennte Sammlung der Abfälle entweder an der Haustür des Erzeugers oder durch freiwilliges Bringen zu den Containerparks, den Containern oder Glasiglus, die den Erzeugern zugänglich sind;

4° Steuerjahr: das Jahr, in dem die die Abgaben, die durch das vorliegende Dekret festgesetzt werden, verursachende Tatsache entsteht;

5° Office: das "Office wallon des déchets" (Wallonisches Amt für Abfälle), so wie in dem Dekret vom 27. Juni 1996 erwähnt.

KAPITEL II — *Abgabe für die Aufnahme von Abfällen in einem technischen Vergrabungszentrum*

**Art. 2** - Eine Abgabe für die Aufnahme von Abfällen in einem technischen Vergrabungszentrum wird eingeführt.

**Art. 3** - Die Abgabe geht zu Lasten des Betreibers des technischen Vergrabungszentrums.

**Art. 4** - Als Grundlage für die Abgabe dient die in Tonnen ausgedrückte Menge der in einem technischen Vergrabungszentrum aufgenommenen Abfälle.

**Art. 5** - § 1 - Der Betrag der Abgabe für die Aufnahme von Haushaltsabfällen in einem technischen Vergrabungszentrum wird für die Steuerjahre 2008 und 2009 auf 20 Euro/Tonne für die ungefährlichen und auf 25 Euro/Tonne für die gefährlichen Abfälle festgesetzt.

Ab dem Steuerjahr 2010 werden die in Absatz 1 erwähnten Beträge auf 60 Euro/Tonne bzw. 65 Euro/Tonne erhöht.

§ 2 - Der Betrag der Abgabe für die Aufnahme von nichthäuslichen Abfällen in einem technischen Vergrabungszentrum wird auf 35 Euro/Tonne festgesetzt.

Handelt es sich um ungefährliche Abfälle, so wird der in Absatz 1 erwähnte Betrag ab dem Steuerjahr 2010 auf 60 Euro/Tonne erhöht.

Handelt es sich um gefährliche Abfälle, so wird der in Absatz 1 erwähnte Betrag für die Steuerjahre 2008 und 2009 auf 40 Euro/Tonne und ab dem Steuerjahr 2010 auf 65 Euro/Tonne erhöht.

§ 3 - Wenn die Aufnahme von Abfällen in einem technischen Vergrabungszentrum durch die Regelung oder eine Genehmigung der Verwaltung nicht erlaubt ist, wird der Betrag der Abgabe auf 150 Euro/Tonne mit einem Mindestbetrag von 150 Euro im Falle von ungefährlichen Abfällen und auf 600 Euro/Tonne mit einem Mindestbetrag von 600 Euro im Falle von gefährlichen Abfällen festgesetzt.

**Art. 6 - § 1** - In folgenden Fällen wird die Höhe der Abgabe auf folgende Beträge herabgesetzt:

1° 12,5 Euro/Tonne, wenn es sich um Rückstände aus der Behandlung durch Verbrennung, um Rückstände aus thermischen Kraftwerken stammende Flugaschen, um aus einer Behandlung durch Inertisierung oder Stabilisierung stammende Abfälle, um nicht-inerten Sand aus Gießereien und um aus der Behandlung von Abfällen, die aus der Produktion oder der Herstellung von Gußeisen und Stahl stammen, handelt;

2° 10 Euro/Tonne, wenn es sich um aus der Vernichtung von Altfahrzeugen und von Schrott stammende Abfälle handelt;

3° 8 Euro/Tonne, wenn es sich um nicht-inerte Rückstände von Glasrecyclingseinheiten handelt, die selektiv gesammeltes Glas zur Erzeugung von neuem Glas verwenden;

4° 5 Euro/Tonne, wenn es sich um inerte Abfälle handelt, dies unbeschadet des 10° und einschließlich der inerten Abfälle, die aus Halden und genehmigten Lagern stammen und die einem technischen Vergrabungszentrum zugeführt werden müssen im Rahmen von durch die zuständigen Beamten genehmigten Sicherheitsmaßnahmen, wenn nach der Stellungnahme des "Office" die Behandlungsverfahren, die nicht der Aushub und die Aufnahme in einem technischen Vergrabungszentrum sind, enorme Ausgaben zur Folge hätten oder nicht durchführbar wären;

5° 3 Euro/Tonne, wenn es sich um Abfälle handelt, die nicht unter 10° erwähnt werden und die aus durch die von der Regierung benannten Beamten oder durch die Regierung selbst genehmigten Vorrichtungen zur Sanierung der Böden stammen, wenn nach der Stellungnahme des "Office" die Sanierungsverfahren, die nicht der Aushub und die Aufnahme in einem technischen Vergrabungszentrum sind, enorme Ausgaben zur Folge hätten oder nicht durchführbar wären;

6° 3 Euro/Tonne, wenn es sich um Rückstände oder dekontaminierte Erde handelt, die aus genehmigten Zentren zur Sanierung von Böden stammen, die nicht zu der unter 10° erwähnten Erde gehören;

7° 2,50 Euro/Tonne, wenn es sich um Abfälle handelt, die aus der Herstellung von Glasfaser stammen, um aus dem Bett, den Ufern und den Nebenbauwerken der Wasserläufe und -flächen entnommene Stoffe, um aus Verrichtungen zur Behandlung von Wasser im Hinblick auf dessen Aufbereitung zu Trinkwasser stammende Abfälle, um aus der Zinkproduktion stammende und als Jarosit und Goethit bekannte Eisenoxide und um aus der Produktion von Mangansalzen und -oxiden stammende Manganerz-Gangart;

8° 1,5 Euro/Tonne, wenn es sich um Abfälle handelt, die phosphorhaltigen Gips, Sodafabrikschlamm, Klärschlamm von Salzlösungen von Mineralstoffen und Bergbauabfälle enthalten;

9° 1,25 Euro/Tonne, wenn es sich um mit der Herstellung von recycelter Papiermasse verbundene Schlämme oder feste Rückstände handelt, die aus Betrieben stammen, die Papier- und Pappeabfälle ganz oder teilweise als Rohstoff bei der Herstellung von neuem Papier und neuer Pappe verwenden;

10° 0,25 Euro/Tonne, wenn es sich um Erde handelt, die in einem technischen Vergrabungszentrum der Klasse 3 oder der Klasse 5.3 aufgenommen werden kann, mit Ausnahme der Erde, die als obere Bodenbedeckung und zur Wiederinstandsetzung der technischen Vergrabungszentren verwendet wird;

11° 0 Euro/Tonne, wenn es sich um asbestfasernhaltige Abfälle sowie um verwertbare Abfälle handelt, die in einem technischen Vergrabungszentrum als Ersatz für Produkte oder Ausrüstungen verwendet werden, die zum Betrieb und zur Wiederinstandsetzung des technischen Vergrabungszentrums in Übereinstimmung mit der Betriebsgenehmigung oder der Umweltgenehmigung notwendig sind.

Die ermäßigten Sätze, so wie sie in Absatz 1 festgesetzt sind, sind nur auf die Abfälle anwendbar, deren Aufnahme in einem technischen Vergrabungszentrum nicht verboten ist.

§ 2 - Können bei der Besteuerung der Abfälle mehrere verringerte Sätze angewandt werden, so wird der höchste Satz angewandt.

§ 3 - Die Aufnahme der Produkte aus Ausbaggerarbeiten, die zugunsten der Wallonischen Region und der von dieser abhängenden öffentlichen Einrichtungen vorgenommen werden, ist von der Abgabe für die Aufnahme in einem technischen Vergrabungszentrum befreit.

### KAPITEL III — Abgabe für die Verbrennung von Abfällen

**Art. 7** - Eine Abgabe für die Verbrennung von Abfällen wird eingeführt.

**Art. 8** - Die Abgabe für die Verbrennung von Abfällen geht zu Lasten des Betreibers der Anlage zur Verbrennung der Abfälle.

**Art. 9** - Als Grundlage für die Abgabe dient die in Tonnen ausgedrückte Menge der zur Verbrennung zugelassenen Abfälle.

**Art. 10 - § 1** - Der Betrag der Abgabe für die Verbrennung von ungefährlichen Abfällen mit Wärmerückgewinnung ist auf 3 Euro/Tonne für die Steuerjahre 2008 und 2009 festgesetzt. Dieser Betrag wird auf 6 Euro/Tonne ab dem Steuerjahr 2010 erhöht.

Wenn die Verbrennung ohne Wärmerückgewinnung stattfindet, werden die im vorigen Absatz erwähnten Beträge auf 10 bzw. 25 Euro/Tonne erhöht.

§ 2 - Wenn die Verbrennung der Abfälle durch keine Umweltgenehmigung oder keine Betriebsgenehmigung gemäß der geltenden Gesetzgebung gedeckt ist, wird der Betrag der Abgabe auf 150 Euro/Tonne mit einem Mindestbetrag von 150 Euro festgesetzt.

**Art. 11 - § 1** - Der Betrag der Abgabe für die Verbrennung von gefährlichen Abfällen mit Wärmerückgewinnung ist auf 10 Euro/Tonne für die Steuerjahre 2008 und 2009 festgesetzt. Dieser Betrag wird auf 12 Euro/Tonne ab dem Steuerjahr 2010 erhöht.

Wenn die Verbrennung ohne Wärmerückgewinnung stattfindet, werden die im vorigen Absatz erwähnten Beträge auf 15 bzw. 30 Euro/Tonne erhöht.

§ 2 - Wenn die Verbrennung der gefährlichen Abfälle durch keine Umweltgenehmigung oder keine Betriebsgenehmigung gemäß der geltenden Gesetzgebung gedeckt ist, wird der Betrag der Abgabe auf 600 Euro/Tonne mit einem Mindestbetrag von 600 Euro festgesetzt.

**Art. 12** - Die Verbrennung der Abfälle aus klinischen Aktivitäten und der Gesundheitspflege ist von der im vorliegenden Kapitel erwähnten Abgabe befreit.

In Abweichung von den Artikeln 10 § 1 und 11 § 1 wird der Betrag der Abgabe für die Verbrennung von Abfällen, die aus durch die von der Regierung benannten Beamten oder durch die Regierung selbst genehmigten Verrichtungen zur Sanierung der Böden stammen, auf 1 Euro/Tonne bei Wärmerückgewinnung und auf 1,5 Euro/Tonne bei fehlender Wärmerückgewinnung festgesetzt.

Der Betrag der in Anwendung der Artikel 10 § 1 und 11 § 1 geschuldeten Abgabe wird für die am Ort deren Erzeugung verbrannten Abfälle um 30% verringert, wenn folgenden kumulativen Bedingungen genügt wird:

- 1° die Abfälle werden durch deren Erzeuger in einer Anlage verbrannt, die den geltenden umweltbezogenen Bestimmungen in Sachen Verbrennung von Abfällen genügt;
- 2° die Verbrennungsanlage wird hauptsächlich zur Behandlung dieser Abfälle verwendet;
- 3° die Verbrennung gibt Anlass zu der Rückgewinnung von Wärme.

#### KAPITEL IV — *Abgabe für die Mitverbrennung der Abfälle*

**Art. 13** - Eine Abgabe für die Mitverbrennung der gefährlichen Abfälle wird eingeführt.

**Art. 14** - Die Abgabe für die Mitverbrennung von Abfällen geht zu Lasten des Betreibers der Anlage zur Mitverbrennung der Abfälle.

**Art. 15** - Als Grundlage für die Abgabe dient die in Tonnen ausgedrückte Menge der bei der Mitverbrennung verwendeten oder der thermischen Behandlung im Hinblick auf deren Beseitigung unterzogenen Abfälle.

**Art. 16** - § 1 - Der Betrag der im vorliegenden Kapitel erwähnten Abgabe wird ab dem Steuerjahr 2008 auf 5 Euro/Tonne festgesetzt.

In Abweichung vom vorigen Absatz wird der Betrag der Abgabe für die Mitverbrennung der gefährlichen Abfälle, die aus durch die von der Regierung benannten Beamten oder durch die Regierung selbst genehmigten Verrichtungen zur Sanierung der Böden stammen, auf 0,5 Euro/Tonne festgesetzt.

Der Betrag der in Anwendung von Absatz 1 geschuldeten Abgabe wird für die am Ort deren Erzeugung mitverbrannten Abfälle um 30% verringert, wenn folgenden kumulativen Bedingungen genügt wird:

- 1° die Abfälle werden durch deren Erzeuger in einer Anlage mitverbrannt, die den geltenden umweltbezogenen Bestimmungen in Sachen Mitverbrennung von Abfällen genügt;
- 2° die Mitverbrennungsanlage behandelt hauptsächlich diese Abfälle.

§ 2 - Wenn die Mitverbrennung von gefährlichen Abfällen durch keine Umweltgenehmigung oder keine Betriebsgenehmigung gemäß der geltenden Gesetzgebung gedeckt ist, wird der Betrag der Abgabe auf 600 Euro/Tonne mit einem Mindestbetrag von 600 Euro festgesetzt.

#### KAPITEL V — *Ergänzende Abgabe für die Sammlung und die Behandlung der Abfälle*

**Art. 17** - Eine Abgabe für die in der Wallonischen Region gesammelten Abfälle wird eingeführt.

**Art. 18** - § 1 - Diese Abgabe wird durch jede natürliche oder juristische Person entrichtet, die auf der Grundlage des Dekrets vom 27. Juni 1996 als Sammler von Abfällen zugelassen bzw. registriert ist.

In Abwesenheit eines zugelassenen bzw. registrierten Sammlers von Abfällen wird diese Abgabe durch jede natürliche oder juristische Person geschuldet, die auf der Grundlage des Dekrets vom 27. Juni 1996 als Transportunternehmer für Abfälle zugelassen bzw. registriert ist.

In Ermangelung eines zugelassenen bzw. registrierten Transportunternehmers für Abfälle wird die Abgabe durch den ursprünglichen Erzeuger der Abfälle oder, bei Behandlungsverrichtung(en) in der Wallonischen Region, die eine Änderung der Art bzw. der Zusammensetzung der Abfälle verursachen, durch die Person, die die letzte dieser Verrichtungen vorgenommen hat, geschuldet.

§ 2 - Der zugelassene bzw. registrierte Transportunternehmer für Abfälle ist gesamtschuldnerisch mit dem Sammler für das Entrichten der Abgabe, der Zinsen, der Geldstrafen, der Zuschläge und der Kosten, die damit verbunden sind, verantwortlich.

**Art. 19** - Wenn der Abfall auf der Grundlage eines einzigen Bewirtschaftungsmodus behandelt wird, ist die Grundlage der Abgabe die Anzahl der gesammelten Tonnen Abfälle.

Wenn der Abfall im Rahmen eines Systems behandelt wird, das mehrere Modi zur Bewirtschaftung der der Abgabe unterliegenden Abfälle voraussetzt, ist die Grundlage der Abgabe für jeden abgabepflichtigen Bewirtschaftungsmodus die Anzahl der Tonnen Abfälle, die Gegenstand dieser Bewirtschaftungsmodi sind. Die Beweislast in Bezug auf diese Menge obliegt dem Abgabepflichtigen.

**Art. 20** - Die im vorliegenden Kapitel erwähnte Abgabe wird nicht geschuldet, wenn die gesammelten Abfälle in der Wallonischen Region wiederverwendet, recycelt, verwertet, durch das vorliegende Dekret von der Abgabe befreit werden oder wenn sie gemäß einem Bewirtschaftungsmodus behandelt werden, der die Erhebung einer anderen, im vorliegenden Dekret erwähnten Abgabe nach sich zieht.

Wenn die in der Wallonischen Region gesammelten Abfälle dort gemäß einem Bewirtschaftungsmodus beseitigt werden, der keine Erhebung einer in den Kapiteln II und III erwähnten Abgabe nach sich zieht, ist der Betrag der Abgabe identisch mit dem für die Aufnahme von Abfällen in einem technischen Vergrabungszentrum geschuldeten Betrag.

**Art. 21** - Wenn die in der Wallonischen Region gesammelten Abfälle außerhalb des Gebiets der Wallonischen Region behandelt werden, ist der Betrag der Abgaben identisch mit dem Betrag, den man anwenden würde, wenn die Abfälle in der Wallonischen Region gemäß demselben bzw. demselben Verfahren behandelt würden, dies nach Abzug der Abgabe bzw. Gebühr, die am Ort der Behandlung der Abfälle und wegen dieser Behandlung erhoben wird, ohne dass der Betrag der Abgabe kleiner als null sein kann.

Die Beweislast in Bezug auf den Behandlungsmodus bzw. die Behandlungsmodi und auf das Entrichten der in der Wallonischen Region geschuldeten Abgabe bzw. Gebühr obliegt dem Abgabepflichtigen.

In Ermangelung davon ist der Betrag der Abgabe identisch mit dem Betrag der Abgabe für die Aufnahme in einem technischen Vergrabungszentrum für Abfälle.

KAPITEL VI — *Abgabe für die Abfälle, die einer Rücknahmepflicht unterliegen*

**Art. 22** - Es wird eine Abgabe für Abfälle eingeführt, für die eine Rücknahmepflicht in der Wallonischen Region besteht, die in einem interregionalen Zusammenarbeitsabkommen, in einer wallonischen Gesetzgebung oder in einer in Anwendung von diesen abgeschlossenen Umweltvereinbarung vorgesehen ist.

**Art. 23** - Die Abgabe geht zu Lasten der der Rücknahmepflicht unterliegenden natürlichen oder juristischen Person oder im Falle eines Beitritts zu einer Umweltvereinbarung oder zu einer zugelassenen Einrichtung, die mit der Durchführung der Rücknahmepflicht beauftragt ist, zu Lasten der für die Verwaltung dieser Rücknahmepflicht sorgenden Einrichtung.

**Art. 24** - Als Grundlage für die Abgabe dient die in Tonnen ausgedrückte Menge der Abfälle, die aus in der Wallonischen Region vermarkteten Produkten stammen und die aufgrund der Rücknahmepflicht Gegenstand einer Sammlung, eines Recyclings und/oder einer Verwertung sein müssen.

Der Abgabepflichtige ist für die Anzahl Tonnen der im Laufe des Steuerjahres in Durchführung der Rücknahmepflicht tatsächlich gesammelten, recycelten und/oder verwerteten Abfälle von der Abgabe befreit.

**Art. 25** - Der Betrag der Abgabe wird auf 150 Euro/Tonne Abfälle festgesetzt.

Keine Abgabe ist während der ersten zwei Jahre ab dem tatsächlichen Inkrafttreten der Rücknahmepflicht geschuldet.

**Art. 26** - Die Regierung setzt die Methode zur Bestimmung des Gesamtgewichts der Abfälle, die aus in der Wallonischen Region vermarkteten Produkten stammen, unter Berücksichtigung der in der Wallonischen Region lebenden Bevölkerung im Verhältnis zu der belgischen Bevölkerung und zur Bestimmung des Gesamtgewichts der gesammelten, recycelten oder verwerteten Abfälle, für die eine Rücknahmepflicht besteht, fest.

KAPITEL VII — *Abgabe zur Förderung der selektiven Sammlung der Haushaltsabfälle*

**Art. 27** - § 1 - Eine Abgabe für die Haushaltsabfälle, die auf nicht-selektive Art durch die Gemeinden oder für deren Rechnung oberhalb einer jährlichen Gesamtmenge, die je nach dem Steuerjahr und der Anzahl Einwohner der Gemeinde variiert, gesammelt werden, wird eingeführt.

Für die Anwendung der vorliegenden Abgabe beinhalten die auf nicht-selektive Weise gesammelten Haushaltsabfälle nicht die Abfälle aus der Straßenreinigung und aus dem Sperrmüll.

Für die Gemeinden mit weniger als zehntausend Einwohnern ist die in Absatz 1 erwähnte Menge pro Einwohner auf 240 kg für das Steuerjahr 2008, auf 220 kg für die Steuerjahre 2009-2010 und auf 200 kg ab dem Steuerjahr 2011 festgesetzt.

Für die Gemeinden mit zehntausend und weniger als fünfundzwanzigtausend Einwohnern ist die in Absatz 1 erwähnte Menge pro Einwohner auf 240 kg für das Steuerjahr 2008, auf 230 kg für die Steuerjahre 2009-2010 und auf 220 kg ab dem Steuerjahr 2011 festgesetzt.

Für die Gemeinden mit fünfundzwanzigtausend Einwohnern und mehr ist die in Absatz 1 erwähnte Menge pro Einwohner auf 240 kg für jedes Steuerjahr festgesetzt.

§ 2 - Für die Berechnung der Abgabe wird die am 1. Januar des Steuerjahres festgelegte Anzahl Einwohner in der Form von Einwohnergleichwerten gemäß den folgenden Modalitäten berechnet:

1° im Bevölkerungs- oder Ausländerregister der Gemeinde eingetragene Person: 1 Einwohnergleichwert;

2° nicht in der Gemeinde wohnhafter Student, dessen Wohnung bei der Gemeinde angemeldet ist: 0,5 Einwohnergleichwert;

3° Tourist: 1/365. Einwohnergleichwert pro tatsächliche Übernachtung in einem in der Gemeinde liegenden Unterkunftsbetrieb für Touristen, die bei dem "Commissariat général au tourisme" (Generalkommissariat für Tourismus) oder vorbehaltlich der Unterzeichnung eines Zusammenarbeitsabkommens zwischen der Wallonischen Region und der Deutschsprachigen Gemeinschaft bei der für die Deutschsprachige Gemeinschaft zuständigen Behörde angemeldet worden ist;

4° Bewohner einer Zweitwohnung in der Gemeinde: 1 Einwohnergleichwert pro Zweitwohnung.

**Art. 28** - Die Abgabe geht zu Lasten der Gemeinde, die die Haushaltsabfälle sammelt oder für deren Rechnung sie gesammelt werden.

**Art. 29** - Als Grundlage für die Abgabe dient die in Tonnen ausgedrückte Menge der auf nicht-selektive Weise gesammelten Haushaltsabfälle, die die im vorigen Kapitel erwähnten Mengen überschreiten.

**Art. 30** - Der Betrag der Abgabe wird auf 35 Euro/Tonne festgesetzt.

KAPITEL VIII — *Abgabenermäßigung und -befreiung**Abschnitt 1 — Mit einem Vermeidungsmechanismus verbundene Abgabenermäßigung*

**Art. 31** - § 1 - Die in den Kapiteln II, III, IV und V erwähnten Abgabepflichtigen können eine Abgabenermäßigung oder -befreiung für die behandelten Abfallmengen in Anspruch nehmen, die von Erzeugern stammen, die durch Erlasse bestimmte Zielsetzungen in Sachen Abfallvermeidung erfüllen.

§ 2 - Die Regierung setzt durch Erlass für jeden Sektor, der eine solche Ermäßigung bzw. Befreiung beantragt, die Zielsetzungen in Sachen Vermeidung fest, die der bzw. die diesem Sektor angehörende(n) Erzeuger von Abfällen zu erfüllen hat.

Zu diesem Zweck stützt sich die Regierung auf eine Schätzung des Potentials in Sachen Vermeidung von Abfällen für den betroffenen Sektor. Diese Schätzung wird von einem Berater vorgenommen, der im Bereich der wirtschaftlichen und umweltbezogenen Analysen in Sachen Abfälle und industrielle Verfahren spezialisiert ist.

Die Benennung des Beraters und der Bewertungsbericht werden durch das "Office" innerhalb von dreißig Tagen nach deren Übermittlung an das "Office" genehmigt.

Die Zielsetzungen in Sachen Vermeidung werden auf der Grundlage des Durchschnitts der pro Tonne Produkte erzeugten Abfallmengen berechnet, die jährlich dem "Office" durch den bzw. die dem betroffenen Sektor angehörende(n) Erzeuger im Laufe der beiden Steuerjahre vor dem Inkrafttreten des in Absatz 1 erwähnten Erlasses gemeldet werden.

Der in Absatz 1 erwähnte Erlass enthält gegebenenfalls die Modalitäten zur Erneuerung oder Verlängerung der Zielsetzungen in Sachen Vermeidung.

§ 3 - Die Regierung setzt durch Erlass für jeden beantragenden Sektor den Betrag der Abgabenermäßigung fest. Die Abgabenermäßigung ist proportional zu den Zielsetzungen in Sachen Vermeidung, die im Verhältnis zu den gemäß § 1 festgesetzten Zielsetzungen in Sachen Vermeidung erfüllt werden.

Werden die ungefährlichen Abfälle in einem technischen Vergrabungszentrum aufgenommen, so kann die Ermäßigung der in den Kapiteln II und V erwähnten Abgaben 25 Euro/Tonne nicht überschreiten. Diese Ermäßigung ist ab dem 1. Januar 2010 anwendbar.

Werden die gefährlichen Abfälle in einem technischen Vergrabungszentrum aufgenommen, so kann die Ermäßigung der in den Kapiteln II und V erwähnten Abgaben 5 Euro/Tonne ab dem 1. Januar 2008 und 25 Euro/Tonne ab dem 1. Januar 2010 nicht überschreiten. Ab dem 1. Januar 2010 bleiben die Abgabepflichtigen in dem Genuss davon, wenn die festgesetzten Zielsetzungen eingehalten werden.

Werden die Abfälle verbrannt oder mitverbrannt, so kann die Ermäßigung der in den Kapiteln III, IV und V erwähnten Abgaben den Betrag der prinzipiell geschuldeten Abgabe nicht überschreiten. Ab dem 1. Januar 2010 bleiben die Abgabepflichtigen in dem Genuss davon, wenn die festgesetzten Zielsetzungen eingehalten werden.

Die Ermäßigung der im vorliegenden Artikel erwähnten Steuer gilt nicht für die Abfälle, für die ein ermäßigter Satz aufgrund des Artikels 6 § 1 gewährt wird oder die einer Abgabenerhöhung aufgrund der Artikel 5 § 3 10 § 2 11 § 2 und 16 § 2 unterliegen.

§ 4 - Die Abgabenermäßigung bzw. -befreiung steht nur dann den Abgabepflichtigen zu, wenn sie den Genuss daran an die betroffenen Abfallerzeuger vollständig weitergeben.

**Art. 32** - Die in Artikel 31 erwähnten Erlasse der Regierung werden nach Rücksprache mit den betroffenen Sektoren gefasst. Sie werden am Tag des Inkrafttretens des vorliegenden Erlasses wirksam und werden durch das Wallonische Parlament innerhalb von zwölf Monaten nach deren Verkündung bestätigt. In Ermangelung einer Bestätigung innerhalb der erforderlichen Frist werden diese Erlasse widerrufen.

Die Regierung kann die verabschiedeten und bestätigten Erlasse in Anwendung des Artikels 31 und des Absatzes 1 des vorliegenden Artikels abändern. Die Abänderungserlasse müssen dann ebenfalls innerhalb von zwölf Monaten nach deren Verkündung bestätigt werden. In Ermangelung einer Bestätigung innerhalb der erforderlichen Frist werden diese Erlasse widerrufen.

**Art. 33** - Die Regierung bestimmt die Modalitäten zur Bewertung des auf der Grundlage des vorliegenden Abschnitts eingesetzten Mechanismus zur Ermäßigung der Abgaben.

#### *Abschnitt 2 — Mit einem Mechanismus in Sachen Leistungen öffentlichen Interesses verbundene Befreiung der Abgaben*

**Art. 34** - § 1 - Der Abgabepflichtige, der eine Charta zur nachhaltigen Bewirtschaftung der Abfälle in der Wallonischen Region mit der Regierung zuvor abgeschlossen hat, wird von der in Kapitel IV erwähnten Abgabe befreit.

Jede Charta enthält mindestens die Verpflichtung des Abgabepflichtigen:

1° im Hinblick auf die bedeutsame Verringerung der Beseitigung von Abfällen in technischen Vergrabungszentren auf dem Gebiet der Region, der Region, den von ihr abhängenden öffentlichen Einrichtungen und den von der Regierung benannten Personen, die eine Aufgabe öffentlichen Interesses oder öffentlichen Dienstes ausüben, eine Kapazität zur vorrangigen Behandlung der Abfälle aus der Ausübung ihrer Aufgaben öffentlichen Interesses oder öffentlichen Dienstes zur Verfügung zu stellen;

2° sich aktiv an den Verfahren in Sachen Vergabe öffentlicher Aufträge zu beteiligen, die durch die Region, die von ihr abhängenden öffentlichen Einrichtungen oder die von der Regierung benannten Personen, die eine Aufgabe öffentlichen Interesses oder öffentlichen Dienstes ausüben, in Gang gesetzt werden und die die Verwaltung der betroffenen Abfallströme innerhalb der im den besagten Auftrag betreffenden Lastenheft festgesetzten Grenzen und Bedingungen und die technischen Klauseln zur Annahme des Abgabepflichtigen betreffen;

3° die in der Charta bestimmte jährliche Abfallmenge tatsächlich zu behandeln, dies in Durchführung der unter 2° erwähnten und gegebenenfalls dem Abgabepflichtigen zugeteilten öffentlichen Aufträge;

4° sofort beim Abschluss der Charta eine Bankbürgschaft auf erstes Verlangen zugunsten der Region in Höhe eines Betrags anzulegen, der dem voraussichtlichen Betrag der Abgabe entspricht, die für ein Steuerjahr geschuldet wäre, und bei der Region einen das Anlegen dieser Bürgschaft bescheinigenden Kreditbrief zu hinterlegen.

Die Regierung genehmigt die mit dem Abgabepflichtigen abgeschlossene Charta, in der die Typologie, die Merkmale, die mitzuverbrennende Menge der Abfälle sowie der Behandlungs- und der Vorbehandlungsmodus angegeben werden.

Die Charta hat eine Gültigkeitsdauer von mindestens drei Jahren. Beim Ablauf der ursprünglichen Gültigkeitsdauer wird sie von Rechts wegen für aufeinanderfolgende Zeiträume von einem Jahr erneuert, dies vorbehaltlos des Rechtes für die Region oder den Abgabepflichtigen, ihr mittels einer schriftlichen Kündigung, die spätestens am 30. September des laufenden Steuerjahres zugestellt wird, ein Ende zu setzen.

Die Umsetzung der Charta ist für jeden Abgabepflichtigen Gegenstand eines jährlichen Berichts des "Office", der der Regierung zur Genehmigung vorgelegt wird.

Falls der Abgabepflichtige einer bzw. mehreren seiner in der Charta enthaltenen Verpflichtungen nicht genügt, wird die Bankbürgschaft auf erstes Verlangen ausgeübt, nachdem die Regierung das Versäumnis ordnungsgemäß festgestellt hat. Die Regierung kann gegebenenfalls der Charta vor deren Fälligkeitsdatum ein Ende setzen.

In diesem Fall sind die in Artikel 68 des vorliegenden Dekrets vorgesehenen Strafmaßnahmen für das zum Zeitpunkt der Kündigung der Charta durch die Regierung laufende Steuerjahr anwendbar.

§ 2 - Die in § 1 des vorliegenden Artikels erwähnte Bestimmung ist auf die Mitverbrennung außerhalb des Gebiets der Region anwendbar.

#### *KAPITEL IX — Abgabe für den Besitz von Abfällen*

**Art. 35** - § 1 - Eine Abgabe für den Besitz von Abfällen an irgendwelchem Ort in der Wallonischen Region, der Anlass zur Erhebung von keiner anderen durch das vorliegende Dekret eingeführten Abgabe gibt, wird eingeführt.

In Abweichung von Absatz 1 stellt das Vorhandensein von Abfällen an einem Ort, an dem eine natürliche oder juristische Person eine Tätigkeit ausgeübt hat bzw. noch ausübt, keine die Abgabe verursachende Tatsache dar, wenn die Tätigkeit aufgrund:

- 1° des Regentenerlasses von 4. Februar 1946 zur Genehmigung der Allgemeinen Arbeitsschutzordnung;
- 2° des Dekrets vom 5. Juli 1985 über die Abfälle;
- 3° des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle;
- 4° des Dekrets vom 9. Mai 1988 über die Gruben;
- 5° des Dekrets vom 27. Oktober 1988 über die Steinbrüche;
- 6° des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung;

7° des Wallonisches Gesetzbuches über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe;

8° des Dekrets vom 4. Juli 2002 über die Steinbrüche und zur Abänderung gewisser Bestimmungen des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung, wenn die vorhandenen Abfälle in den Bedingungen dieser Erlaubnis bzw. Genehmigungen vorgesehen sind, ausgeübt worden ist bzw. wird.

§ 2 - Die Abgabe wird nicht geschuldet, wenn ein Rehabilitierungsplan im Sinne der Bestimmungen des Dekrets vom 27. Juni 1996 eingereicht und für zulässig erklärt worden ist, es sei denn, er wird nicht gemäß den Vorschriften durchgeführt, oder wenn ein Dritter, der andererseits für das Zurücklassen von Abfällen am betroffenen Ort besteuert worden ist, für das Vorhandensein der Abfälle verantwortlich ist.

Der gemäß den durch die Regierung festgesetzten Modalitäten genehmigte Rehabilitierungsplan gilt als Umwelt-, Städtebau-, Globalgenehmigung, Erklärung oder Registrierung.

**Art. 36** - Der Abgabepflichtige ist der Eigentümer von jeder bebauten oder nicht-bebauten Immobilie oder von jedem Transportmittel, die bzw. das sich in der Wallonischen Region befindet und wo die Abfälle liegen.

**Art. 37** - Als Grundlage für die Abgabe dient die in Kubikmetern ausgedrückte Menge der Abfälle.

**Art. 38** - Der Betrag der Abgabe wird auf 50 Euro/m<sup>3</sup> für die ungefährlichen Abfälle und auf 200 Euro/m<sup>3</sup> für die gefährlichen Abfälle und die miteinander gemischten gefährlichen und ungefährlichen Abfälle festgesetzt. Der Betrag der Abgabe ist auf 500.000 Euro begrenzt.

#### KAPITEL X — Abgabe für das Zurücklassen von Abfällen

**Art. 39** - Eine Abgabe für das Zurücklassen von Abfällen wird eingeführt. Der Abgabepflichtige ist die Person, die den Abfall zurücklässt.

**Art. 40** - Der Betrag der Abgabe wird auf 150 Euro/m<sup>3</sup> zurückgelassene Abfälle mit einem Mindestbetrag von 150 Euro festgesetzt.

Der Betrag der Steuer wird für die gefährlichen Abfälle auf 600 Euro/m<sup>3</sup> mit einem Mindestbetrag von 600 Euro erhöht.

**Art. 41** - Die in dem vorliegenden Kapitel erwähnte Abgabe wird nicht geschuldet, wenn die sie verursachende Tatsache Gegenstand von endgültig abgeschlossenen Strafverfolgungen oder von einem endgültigen Beschluss in Sachen Verwaltungsstrafen gewesen ist.

**Art. 42** - Der in Artikel 119bis des neuen Gemeindegesetzes erwähnte Beamte, der beschließt, keine Verwaltungsstrafe aufzuerlegen, übermittelt dem "Office" eine Kopie des in Absatz 6 des vorerwähnten Artikels 119bis erwähnten Protokolls, um diesem möglich zu machen, die Besteuerung vorzunehmen. Die Fälligkeit der Abgabe wird jedoch im Falle eines Einspruchs der Gemeinde gegen den Beschluss des Beamten, die Verwaltungsstrafe nicht aufzuerlegen, aufgehoben, und die Abgabe wird im Falle der Annullierung dieses Beschlusses des Beamten, die Verwaltungsstrafe nicht aufzuerlegen, erlassen.

Eine Kopie des bei Zurücklassen von Abfällen durch einen in Artikel 45 des Dekrets vom 27. Juni 1996 erwähnten Beamten oder Bediensteten der Region erstellten Protokolls wird ebenfalls dem "Office" übermittelt, wenn keine Verwaltungsstrafe in Anwendung des Artikels 48 des Dekrets vom 27. Juni 1996 auferlegt wird.

#### KAPITEL XI — Gemeinsame Bestimmungen

##### Abschnitt 1 — Allgemeines

**Art. 43** - Die in den vorigen Artikeln eingeführten Abgaben werden zugunsten der Wallonischen Region erhoben.

**Art. 44** - § 1 - Der Ertrag der in dem vorliegenden Dekret erwähnten Abgaben wird ausschließlich dem Haushaltsfonds im Sinne des Artikels 45 der koordinierten Gesetze über die Staatsbuchführung, der Fonds für die Abfallbewirtschaftung genannt wird und innerhalb des Einnahmenhaushaltsplans und des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplans der Wallonischen Region eingerichtet worden ist, zugeteilt.

Dieser Fonds wird zur Finanzierung von allgemeinen und spezifischen Aufgaben bestimmt. Jedes Jahr setzt die Regierung die Regeln für die Zuteilung der Erträge des Fonds zugunsten der allgemeinen Aufgaben und der spezifischen Aufgaben für das folgende Haushaltsjahr fest.

§ 2 - Die allgemeinen Aufgaben sind folgende Aufgaben:

1° die Einsetzung von Vermeidungsmaßnahmen;

2° die Einsetzung der Anlagen zur Behandlung der Haushaltsabfälle gemäß der im Dekret vom 27. Juni 1996 vorgesehenen Planung;

3° die Anpassung der Anlagen zur Behandlung der Haushaltsabfälle an die gesetzlichen und verordnungsmäßigen Normen;

4° die Studien und Sensibilisierungsaktionen in Bezug auf die planmäßige Bewirtschaftung der Haushaltsabfälle in der Wallonischen Region;

5° die Unterstützung des Referenzlabors der Wallonischen Region bei seinen Aufgaben in Bezug auf die Bewirtschaftung der Abfälle;

6° die Förderung der Forschung, der Entwicklung und der Verwendung von umweltmäßig rationellen Techniken, einschließlich der Finanzierung der Studien bezüglich dieser Zielsetzung;

7° die Verwertung der Haushaltsabfälle, die keiner Rücknahmeverpflichtung unterliegen, einschließlich deren Sammlung;

8° die Sanierung der verunreinigten Gelände mit Ausnahme der neuzugestaltenden Standorte so wie in Kapitel I von Buch II des WGRSE erwähnt;

9° die zur Durchführung der Sicherheitsmaßnahmen und der wegen einer Verschmutzungsgefahr von Amts wegen auferlegten Maßnahmen notwendigen Vorschüsse;

10° die EDV-gestützte Verwaltung der Genehmigungsverfahren und der Informationen in Bezug auf die Bewirtschaftung der Abfälle;

11° die Erhebung und die Kontrolle der im vorliegenden Dekret erwähnten Abgaben;

12° die Beteiligung an der Entschädigung der Opfer von durch die Abfälle verursachten Schäden;

13° das Funktionieren des "Office";

14° die Beteiligung an den Kosten der Kontrollen, die Anlass zur Erhebung der Abgaben geben, einschließlich der durch die Gemeinden getätigten Ausgaben.

§ 3 - Die spezifischen Aufgaben sind folgende Aufgaben:

1° die Einsetzung von Maßnahmen zur Vermeidung von Industrieabfällen zugunsten der juristischen Personen privaten Rechts;

2° die Sanierung von verunreinigten Industriegeländen.

**Art. 45** - Ab dem Steuerjahr 2011 wird der Betrag der Abgaben und der Befreiungen gemäß den Schwankungen des Verbraucherpreisindexes angepasst.

Die Anpassung wird mittels des Koeffizienten vorgenommen, den man erhält, wenn man das Mittel der Preisindexe des Jahres vor dem den Erklärungszeitraum enthaltenden Jahr durch das Mittel der Preisindexe des Jahres 2009 dividiert. Bei der Berechnung des Koeffizienten wird wie folgt auf- bzw. abgerundet:

1° das Mittel der Indexe wird auf das obere bzw. untere Hundertstel eines Punktes auf- bzw. abgerundet, dies je nachdem ob die Zahl der Tausendstel eines Punktes 5 erreicht oder nicht;

2° der Koeffizient wird auf das obere bzw. untere Zehntausendstel auf- bzw. abgerundet, je nachdem ob die Zahl der Hunderttausendstel 5 erreicht oder nicht.

Nach der Anwendung des Koeffizienten werden die Beträge auf den oberen bzw. unteren Eurocent auf- bzw. abgerundet, je nachdem ob die Zahl der Tausendstel 5 erreicht oder nicht.

Das "Office" veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* die Sätze der Abgabe so wie auf der Grundlage des vorliegenden Artikels angepasst.

**Art. 46** - Der Satz und der Betrag der aufgrund des vorliegenden Dekrets erhobenen Abgabe müssen auf jeder durch einen Abgabepflichtigen für eine Verrichtung zur Bewirtschaftung von Abfällen erstellten Rechnung deutlich angegeben werden.

**Art. 47** - Die Beweislast in Bezug auf die Erfüllung der gesamten Bedingungen für eine Befreiung oder eine Ermäßigung der Abgabe oder deren Satzes obliegt dem Abgabepflichtigen, der diese Befreiung oder diese Ermäßigung geltend macht.

Wenn für eine im vorliegenden Dekret erwähnte Abgabe mehrere Sätze möglich sind, wird davon ausgegangen, dass die in jedem Kapitel erwähnten Abfälle dem in diesem Kapitel höchsten vorgesehenen Satz, ohne Vorbehalt dessen, was dort vorgesehen wäre, entsprechen, dies solange der Abgabepflichtige nicht beweist, dass ein niedrigerer Satz anwendbar ist.

**Art. 48** - Das Dekret vom 6. Mai 1999 über die Festsetzung, die Beitreibung und die Streitsachen bezüglich der regionalen direkten Abgaben findet Anwendung auf die im vorliegenden Dekret vorgesehenen Abgaben, wenn durch die Abschnitte II und III des vorliegenden Kapitels nicht davon abgewichen wird.

#### Abschnitt 2 — Erklärung

**Art. 49** - § 1 - Mit Ausnahme der in Anwendung der Kapitel VI, VII und X geschuldeten Abgaben muss jeder Abgabepflichtige eine Erklärung beim "Office" hinterlegen, in der der Betrag der im Laufe eines Kalenderquartals geschuldeten Abgaben angegeben wird. Diese Erklärung enthält alle Elemente, die zur Kontrolle der Erhebung von jeder der Abgaben, die er im Laufe des betroffenen Zeitraums schuldet, notwendig sind.

Die Erklärung muss dem Sitz des "Office" zugeschickt bzw. übergeben werden, dies spätestens am 20. des auf das Kalenderquartal, das diese Erklärung betrifft, folgenden Monats.

Wenn der Abgabepflichtige damit beauftragt worden ist, die Abfälle aus einer Tätigkeit öffentlichen Dienstes zu behandeln, fügt er gemäß Artikel 34 seiner Erklärung die Angabe der Mengen Abfälle, für die die Leistung vollbracht worden ist, sowie eine Kopie des kontradiktorischen Entwicklungsstands des Auftrags bei.

§ 2 - Was die in Anwendung der Kapitel VI und VII geschuldeten Abgabe betrifft, muss jeder Abgabepflichtige eine Erklärung beim "Office" hinterlegen, in der der Betrag der im Laufe eines Kalenderjahres geschuldeten Abgaben angegeben wird. Diese Erklärung enthält alle Elemente, die zur Kontrolle der Erhebung von jeder der Abgaben, die er im Laufe des betroffenen Zeitraums schuldet, notwendig sind.

Die Erklärung muss dem Sitz des "Office" zugeschickt bzw. übergeben werden, dies spätestens am 20. des auf das Kalenderjahr, das diese Erklärung betrifft, folgenden Monats.

#### Abschnitt 3 — Zahlung und Beitreibung

**Art. 50** - § 1 - Mit Ausnahme der in Anwendung von Kapitel X geschuldeten Abgabe sind die mit einer Erklärung verbundenen Abgaben am Ende des Zeitraums, den diese Erklärung betrifft, fällig.

§ 2 - Die Abgaben sind auf Initiative des Abgabepflichtigen spätestens am 20. des auf das dreimonatliche Fälligkeitsdatum folgenden Monats zahlbar, dies mit Ausnahme der in Anwendung von Kapitel VII geschuldeten Abgabe und der in Anwendung von Kapitel X geschuldeten Abgabe.

§ 3 - Was die in Anwendung von Kapitel VII geschuldete Abgabe betrifft, ist die Abgabe auf Initiative des Abgabepflichtigen spätestens am sechzigsten Tag des auf das Kalenderjahr, auf das sich die Erklärung von Artikel 49 § 2 bezieht, folgenden Jahres zahlbar.

#### KAPITEL XII — *Abänderung an dem Dekret vom 6. Mai 1999 über die Festsetzung, die Beitreibung und die Streitsachen bezüglich der regionalen direkten Abgaben*

**Art. 51** - Artikel 6 des Dekrets vom 6. Mai 1999 über die Festsetzung, die Beitreibung und die Streitsachen bezüglich der regionalen direkten Abgaben wird mit dem folgenden Absatz ergänzt:

"Der Abgabepflichtige, der das Formular nicht erhalten hat, muss es bei der Dienststelle, die durch die Regierung zum Aushändigen des Erklärungsformulars bestimmt worden ist, anfordern.

**Art. 52** - In Artikel 10 desselben Dekrets wird der Wortlaut "die Verwaltung" durch den Wortlaut "die von der Regierung bestimmte Dienststelle" ersetzt.

**Art. 53** - In Artikel 11 desselben Dekrets wird der Wortlaut "Die Verwaltung" durch den Wortlaut "Die von der Regierung bestimmte Dienststelle" ersetzt.

**Art. 54** - Ein Artikel 11bis mit folgendem Wortlaut wird in dasselbe Dekret eingefügt:

«Art. 11bis - Die Beamten der von der Regierung bestimmten Dienststelle können im Hinblick auf die Kontrolle der Erhebung der im vorliegenden Dekret erwähnten Steuern und Abgaben zu jeder Zeit ohne Vorwarnung in alle Gebäude, Werkstätten, Betriebe, Räumlichkeiten oder andere Orte frei eindringen, wo durch diese Steuern und Abgaben betroffene Tätigkeiten ausgeübt werden oder wo deren Ausübung vermutet werden kann.

In bewohnte Gebäude bzw. Räumlichkeiten dürfen Sie aber nur von 5 Uhr morgens bis 9 Uhr abends und nur mit der Genehmigung des Richters des Polizeigerichts eindringen, es sei denn, der Bewohner hat dazu zugestimmt.

Auf einfache Anforderung der in Absatz 1 erwähnten Beamten muss jede Person ihnen alle Auskünfte, Bücher und Dokumente, die zur Festsetzung der Abgabe notwendig sind, vorlegen. Diesen Beamten ist es erlaubt, Kopien davon zu machen.»

**Art. 55** - Ein Artikel 11ter mit folgendem Wortlaut wird in dasselbe Dekret eingefügt:

«Art. 11ter - Derjenige, der eine im vorliegenden Dekret erwähnte Steuer bzw. Abgabe entrichten muss, muss eine Kopie der diese Steuer bzw. Abgabe betreffenden Erklärungen, die der zu deren Erhalt von der Regierung bestimmten Dienststelle übermittelt worden sind, sowie die zur Überprüfung der Erhebung der im vorliegenden Dekret erwähnten Steuern und Abgaben notwendigen Verwaltungsdokumente aufbewahren, dies während eines Zeitraums von fünf Jahren, der am 1. Januar des Besteuerungsjahres anfängt.»

**Art. 56** - In Artikel 13 desselben Dekrets wird der Wortlaut "die Verwaltung" durch den Wortlaut "die von der Regierung bestimmte Dienststelle" ersetzt.

**Art. 57** - In Artikel 14 desselben Dekrets werden folgende Abänderungen angebracht:

1° In Absatz 1 wird der Wortlaut "der Verwaltung" durch den Wortlaut "der von der Regierung bestimmten Dienststelle" ersetzt.

2° In Absatz 2 wird der Wortlaut ", es sei denn die Rechte des regionalen Schatzamtes sind gefährdet, aus einem anderen Grund als dem Ablauf der Besteuerungsfristen." durch den Wortlaut ", es sei denn der Abgabepflichtige hat seine Zustimmung zur Berichtigung der Erklärung schriftlich gegeben, oder wenn die Rechte des regionalen Schatzamtes aus einem anderen Grund als dem Ablauf der Besteuerungsfristen gefährdet sind." ersetzt.

**Art. 58** - In Artikel 15 desselben Dekrets werden folgende Abänderungen angebracht:

1° Der Wortlaut "die Verwaltung" wird durch den Wortlaut "die von der Regierung benannte Dienststelle" ersetzt.

2° Der folgende Wortlaut wird zwischen den ersten und den zweiten Strich eingefügt, wobei Letzterer der dritte Strich wird:

«— oder den bzw. die Formfehler, mit dem/denen seine Erklärung behaftet ist, innerhalb der dazu gewährten Frist nicht beseitigt hat».

**Art. 59** - In Artikel 16 desselben Dekrets werden folgende Abänderungen angebracht:

1° In Absatz 1 wird der Wortlaut "die Verwaltung" durch den Wortlaut "die von der Regierung benannte Dienststelle" ersetzt.

2° Diese Bestimmung wird mit folgendem Absatz ergänzt:

«Die Abgabe kann nicht vor dem Ablauf dieser Frist festgesetzt werden, es sei denn der Abgabepflichtige hat seine Zustimmung zur Berichtigung der Erklärung schriftlich gegeben, oder wenn die Rechte des regionalen Schatzamtes aus einem anderen Grund als dem Ablauf der Besteuerungsfristen gefährdet sind.»

**Art. 60** - Ein Artikel 17bis mit folgendem Wortlaut wird in den Kapitel IV desselben Dekrets eingefügt:

«Art. 17bis - § 1 - Keine Summe von Abgaben kann von den Abgabepflichtigen angefordert werden, es sei denn, es geschieht

a. entweder aufgrund einer für vollstreckbar erklärten Heberolle, die die gesetzliche Erhebungsurkunde darstellt;

b. oder aufgrund einer durch die Gesetzgebung zu Lasten der Abgabepflichtigen gesetzten Verpflichtung zur unaufgeforderten Zahlung oder aufgrund einer den Betrag der geschuldeten Abgaben festsetzenden Erklärung, in der der Abgabepflichtige den Betrag der geschuldeten Abgaben selbst angibt.

§ 2 - Die Heberollen sind entweder jährliche Heberollen oder Sonderheberollen.

Gegenstand von Sonderheberollen sind:

— die durch ein Verfahren zur Berichtigung einer in § 1 b. erwähnten Erklärung betroffenen Abgaben;

— die durch ein Verfahren zur Besteuerung von Amts wegen betroffenen Abgaben, wenn diese unaufgefordert oder auf der Grundlage einer Erklärung zahlbar sind, so wie in § 1 b. vorgesehen;

— die anderen in § 1 b. erwähnten Abgaben in Ermangelung einer Zahlung innerhalb der in der anwendbaren Gesetzgebung vorgesehenen Frist;

— die wallonische Abgabe für das Zurücklassen von Abfällen.

Die anderen von einem Abgabepflichtigen geschuldeten Abgaben sind Gegenstand von jährlichen Heberollen.»

**Art. 61** - In Artikel 19 desselben Dekrets werden folgende Abänderungen angebracht:

1° Absatz 2 wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Das Steuerjahr ist:

— für die unaufgefordert oder auf der Grundlage einer Erklärung zahlbaren Abgaben, so wie in Artikel 17bis, § 1 b. vorgesehen, sowie für die wallonische Abgabe für das Zurücklassen von Abfällen: das den Besteuerungszeitraum bildende Kalenderjahr;

— für die anderen Abgaben: das auf den Besteuerungszeitraum folgende Kalenderjahr.»

2° Absatz 3 wird aufgehoben.

**Art. 62** - Artikel 20 Absatz 2 desselben Dekrets wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"Die Abgabe oder der Abgabezuschlag kann während drei Jahren ab dem 1. Januar des Besteuerungszeitraums festgesetzt werden:

— falls die durch das vorliegende Dekret oder durch das die Abgabe festsetzende Dekret vorgeschriebene Erklärung nicht innerhalb der in Artikel 7 vorgeschriebenen Frist eingereicht worden ist oder wenn die geschuldete Abgabe höher als diejenige ist, die sich auf die im Erklärungsformular angegebenen Elemente bezieht;

— falls es sich um in Artikel 17bis, § 1, b. erwähnte Abgaben handelt, insofern sie nicht innerhalb der durch die anwendbare Gesetzgebung vorgesehenen Frist entrichtet werden;

— im Falle der wallonischen Abgabe für das Zurücklassen von Abfällen.»



**Art. 63** - In Artikel 22 desselben Dekrets wird Punkt 4° mit folgendem Wortlaut ergänzt: "und im Falle von in eine Sonderheberolle eingetragenen Summen die Angabe des Besteuerungszeitraums oder des Teils des Besteuerungszeitraums, den der Steuerbescheid betrifft;".

**Art. 64** - Artikel 23 desselben Dekrets wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"Art. 23 - § 1 - Die in eine jährliche Heberolle eingetragene Abgabe, die in eine Sonderheberolle aufgrund eines Verfahrens zur Berichtigung der Erklärung oder zur Besteuerung von Amts wegen in Artikel 17bis, § 2 Striche 1 und 2 erwähnte, eingetragene Abgabe und die wallonische Abgabe für das Zurücklassen von Abfällen, die in Artikel 17bis, § 2 Absatz 2 vierter Strich erwähnt wird, sind am Tag fällig, an dem die Heberolle für vollstreckbar erklärt worden ist. Sie müssen spätestens innerhalb von zwei Monaten nach dem Datum der Zusendung des Steuerbescheids entrichtet werden.

§ 2 - In Ermangelung einer Zahlung innerhalb der in der anwendbaren Gesetzgebung vorgesehenen Frist muss eine Eintragung in eine Sonderheberolle gemäß Artikel 17bis, § 2 Absatz 2 vor den Zwangsvollstreckungsmaßnahmen in Bezug auf die in Artikel 17bis, § 1 b. erwähnten Abgaben erfolgen.

Die Abgabe, die in Ermangelung einer Zahlung innerhalb der durch die anwendbare Gesetzgebung vorgesehenen Frist in eine Sonderheberolle eingetragen wird, so wie sie in Artikel 17bis, § 2 Absatz 2, dritter Strich erwähnt wird, ist ab dem Ablauf der in der auf diese Abgabe anwendbare Gesetzgebung vorgesehenen Zahlungsfrist fällig.

Sie muss sofort entrichtet werden.»

**Art. 65** - In Artikel 24 desselben Dekrets wird der Wortlaut "sind die Abgaben unverzüglich in ihrer Gesamtheit fällig" durch den Wortlaut "werden die in eine jährliche Heberolle eingetragenen Abgaben, die in eine Sonderheberolle aufgrund eines Verfahrens zur Berichtigung der Erklärung oder zur Besteuerung von Amts wegen in Artikel 17bis, § 2 Striche 1 und 2 erwähnten, eingetragenen Abgaben und die wallonische Abgabe für das Zurücklassen von Abfällen, wie in Artikel 23 § 23 erwähnt, unverzüglich entrichtet" ersetzt.

**Art. 66** - In Artikel 25 Absatz 2 desselben Dekrets wird der Wortlaut "oder ab dem Zeitpunkt der Erhebung der nicht auf der Grundlage der Heberolle erhobenen Abgaben" zwischen das Wort "Abgabepflichtigen" und das Wort "begründet" eingefügt.

**Art. 67** - In Artikel 27 desselben Dekrets werden folgende Abänderungen angebracht:

1° Der Wortlaut "auf der Grundlage einer Heberolle oder anders erhobenen" wird zwischen das Wort "der" und das Wort "Besteuerungen" eingefügt.

2° Diese Bestimmung wird mit dem Wortlaut "im Falle der in die Heberolle eingetragenen Abgaben oder in dessen Laufe die Abgabe entrichtet worden ist, falls die Abgaben anders als auf der Grundlage von Heberollen erhoben worden sind." ergänzt.

**Art. 68** - Artikel 63 desselben Dekrets wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 63 - § 1 - Bei einem Verstoß gegen das vorliegende Dekret oder das die Abgabe festsetzende Dekret, der mit dem Ziel, sich der Abgabe zu entziehen, begangen wird, wird diese von Rechts wegen um eine Geldstrafe in Höhe von 100% der Abgabe, der der Abgabepflichtige versucht hat, sich zu entziehen, erhöht.

§ 2 - In Abweichung von § 1:

1° zieht sich der Abgabepflichtige, was die Abgaben für Abfälle betrifft, im Falle einer Berichtigung oder Besteuerung von Amts wegen eine Steuerstrafe in Höhe eines Betrags zu, der zweimal dem Betrag der hinterzogenen Abgaben entspricht.

Diese Geldstrafe wird durch die von der Regierung benannte Dienststelle auf höchstens 50% des Betrags der hinterzogenen Abgabe verringert, falls weder Betrugs- noch Schadenabsicht bestand.

Sie wird durch die von der Regierung benannte Dienststelle auf höchstens 10% des Betrags der hinterzogenen Abgabe verringert, wenn es sich um einen ersten ohne Betrugs- oder Schadenabsicht begangenen Verstoß des Abgabepflichtigen handelt.

Im Falle einer spontanen von dem Abgabepflichtigen getätigten Berichtigung wird sie völlig und von Amts wegen erlassen;

2° jeder Verstoß gegen die in den Artikeln 10 bis 11ter des vorliegenden Dekrets angeführten Regeln wird mit einer Geldstrafe von 625 Euro belegt.

§ 3 - Diese Geldstrafen werden auf dieselbe Weise wie die Abgaben, auf welche sie sich beziehen, festgesetzt und eingezogen.»

### KAPITEL XIII — Übergangs-, Aufhebungs- und Schlussbestimmungen

**Art. 69** - Die in Artikel 34 erwähnte Befreiung wird den Zahlungspflichtigen der in Kapitel IV erwähnten Abgaben nur für öffentliche Aufträge gewährt, die nach dem Inkrafttreten des vorliegenden Dekrets abgeschlossen werden.

**Art. 70** - Für die Abgabepflichtigen, die der Körperschaftsteuer unterliegen, werden die in den Kapiteln II bis V erwähnten Abgaben für die Steuerjahre 2008 und 2009 mit einem Koeffizienten von 0.7 multipliziert.

In Abweichung von Absatz 1 ist der Koeffizient auf die Beträge der Abgabe für die Aufnahme der in den Artikeln 5 und 6 § 1 erwähnten Abfälle in einem technischen Vergrabungszentrum, auf die Beträge der Abgabe für die Verbrennung der in den Artikeln 10 § 2 und 11 § 2 erwähnten Abfälle und auf die Beträge der Abgabe für die Mitverbrennung der in Artikel 16 § 2 erwähnten Abfälle nicht anwendbar.

**Art. 71** - Das Dekret von 25. Juli 1991 über die Veranlagung der Abfälle in der Wallonischen Region wird aufgehoben.

**Art. 72** - Das vorliegende Dekret tritt am 1. Januar 2008 in Kraft.

Wir verkünden das vorliegende Dekret und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 22. März 2007

Der Minister-Präsident,

E. DI RUPO

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,

A. ANTOINE

Der Minister des Haushalts, der Finanzen, der Ausrüstung und des Erbes,

M. DAERDEN

Die Ministerin der Ausbildung,

Frau M. ARENA

Der Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes,

Ph. COURARD

Die Ministerin der Forschung, der neuen Technologien und der auswärtigen Beziehungen,

Frau M.-D. SIMONET

Der Ministers der Wirtschaft, der Beschäftigung und des Außenhandels,

J.-C. MARCOURT

Die Ministerin der Gesundheit, der sozialen Maßnahmen und der Chancengleichheit,

Frau Ch. VIENNE

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,

B. LUTGEN

—  
Fußnote

(1) *Sitzung 2006-2007*

*Dokumente des Wallonischen Parlaments*, 546 (2006-2007), Nrn. 1 bis 7

*Ausführliches Sitzungsprotokoll*, öffentliche Sitzung vom 21. März 2007

Diskussion - Abstimmungen.

—  
VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2007 — 1648

[2007/201247]

**22 MAART 2007.** — **Fiscaal decreet tot bevordering van afvalpreventie en -valorisatie in het Waalse Gewest en tot wijziging van het decreet van 6 mei 1999 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake de directe gewestelijke belastingen**

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Algemeen*

**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit decreet wordt gebruik gemaakt van de bewoordingen omschreven in het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen.

Voor het overige wordt verstaan onder :

1° decreet van 27 juni 1996 : het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen;

2° coverbranding : techniek voor afvalverwerking in een vaste of mobiele installatie, met als hoofddoel de productie van energie of producten, en :

a. die afval gebruikt als vaste of aanvullende brandstof, of

b. waarmee de afvalstoffen een thermische behandeling ondergaan alvorens weggewerkt te worden;

3° selectieve inzameling : afzonderlijke afvalophaal, hetzij huis aan huis bij de producent, hetzij door vrijwillige toevoer door de producent naar containerparken, containers of glascontainers die toegankelijk zijn voor de producenten;

4° boekjaar : het jaar van de grondslag van de bij dit decreet vastgelegde belastingen;

5° Dienst : "Office wallon des déchets" (Waalse dienst voor afvalstoffen), zoals bedoeld in het decreet van 27 juni 1996.

HOOFDSTUK II. — *Belasting op afvalstorting in centra voor technische ingraving*

**Art. 2.** Er wordt een belasting ingevoerd op afvalstorting in centra voor technische ingraving ("C.E.T.).

**Art. 3.** De belastingplichtige is de uitbater van het "C.E.T."

**Art. 4.** De belasting wordt berekend op grond van het aantal ton afval gestort in centra voor technische ingraving.

**Art. 5.** § 1. Het bedrag van de belasting op het storten van huisafval in "C.E.T." wordt voor de boekjaren 2008 en 2009 vastgelegd op 20 euro/ton voor ongevaarlijke afval en op 25 euro/ton voor gevaarlijke afval.

De bedragen bedoeld in het eerste lid worden vanaf het boekjaar 2010 vastgelegd op respectievelijk 60 euro/ton en 65 euro/ton.

§ 2. Het bedrag van de belasting op het storten van niet huishoudelijke afval in "C.E.T." wordt vastgelegd op 35 euro/ton.

Voor ongevaarlijke afval wordt het bedrag bedoeld in het eerste lid vanaf het boekjaar 2010 op 60 euro/ton vastgelegd.

Voor gevaarlijke afval wordt het bedrag bedoeld in het eerste lid op 40 euro/ton vastgelegd voor de boekjaren 2008 en 2009 en op 65 euro/ton vanaf het boekjaar 2010.

§ 3. Als afvalstorting in "C.E.T." niet toegelaten is door de regelgeving of door een administratieve machtiging, wordt het bedrag van de belasting vastgelegd op 150 euro/ton, met een minimum van 150 euro voor ongevaarlijke afval en op 600 euro/ton, met een minimum van 600 euro voor gevaarlijke afval.

**Art. 6.** § 1. Het bedrag van de belasting wordt verminderd als volgt :

1° 12,5 euro/ton als het gaat om resten van behandeling door verbranding, om vliegias uit thermische centrales, afval uit een behandeling door inertage of stabilisering, niet inert gietzand en resten van de behandeling van afval uit de productie of de vervaardiging van gietijzer en staal;

2° 10 euro/ton als het gaat om afval uit de afbraak van autowrakken en schroot;

3° 8 euro/ton als het gaat om niet inerte resten van glasrecyclingseenheden die gebruik maken van selectief ingezameld glas voor de productie van nieuw glas;

4° 5 euro/ton als het gaat om inerte afval, onverminderd 10°, met inbegrip van inerte afval uit steenberg en vergunde opslagplaatsen, die naar centra voor technische ingraving afgevoerd moet worden in het kader van veiligheidsmaatregelen goedgekeurd door de bevoegde ambtenaren wanneer andere beheersprocessen dan uitgraving en storting in centra voor technische ingraving volgens de Dienst enorme uitgaven zouden teweegbrengen of niet toegepast zouden kunnen worden;

5° 3 euro/ton als het gaat om andere afval dan die bedoeld in 10°, voortgebracht door grondsaneringsverrichtingen goedgekeurd door de ambtenaren die de Regering aanwijst of door de Regering zelf wanneer andere beheersprocessen dan uitgraving en storting in centra voor technische ingraving volgens de Dienst enorme uitgaven zouden teweegbrengen of niet toegepast zouden kunnen worden;

6° 3 euro/ton als het gaat om resten en andere verontreinigde gronden uit vergunde grondsaneringscentra dan die bedoeld in 10°;

7° 2,50 euro/ton als het gaat om afval uit de vervaardiging van glasvezels, stoffen uit de bedding, oevers en bijbehorende kunstwerken van waterlopen en -vlakken, afval uit de behandeling van water om het drinkbaar te maken, afval van ijzeroxide uit de zinkproductie, gekend onder de naam jarosiet en goethiet, en ganggesteente van mangaanerts uit de productie van mangaanzouten en -oxiden;

8° 1,5 euro/ton als het gaat om afval die fosfogips, slib van sodafabrieken, slib van de zuivering van zoutoplossingen van minerale stoffen en mijnafval bevat;

9° 1,25 euro/ton als het gaat om slib of vaste resten van de vervaardiging van gerecycleerde papierbrij uit bedrijven die papier- en kartonafval gedeeltelijk of geheel als grondstof gebruiken voor de productie van nieuw papier en karton;

10° 0,25 euro/ton als het gaat om gronden die in aanmerking komen voor "C.E.T." van klasse 3 of klasse 5.3, met uitzondering van die welke gebruikt worden als eindafdekking en voor het herstel van de centra voor technische ingraving;

11° 0 euro/ton als het gaat om afval die asbestvezels bevat, alsook om valoriseerbare afval gebruikt in "C.E.T." als vervangingsmiddelen voor producten of uitrustingen die nodig zijn voor de exploitatie en de sanering van een "C.E.T.", overeenkomstig de exploitatievergunning of de milieuvergunning.

De verlaagde percentages, zoals vastgelegd in het eerste lid, zijn slechts toepasselijk op afvalstoffen die in "C.E.T." gestort mogen worden.

§ 2. Als de afval volgens verschillende verlaagde percentages belast kan worden, wordt het hogere percentage toegepast.

§ 3. Er wordt geen belasting opgelegd voor het storten in "C.E.T." van producten uit baggerwerken uitgevoerd voor rekening van het Waalse Gewest en openbare instellingen die onder het Waalse Gewest ressorteren.

### HOOFDSTUK III. — *Belasting op afvalverbranding*

**Art. 7.** Er wordt een belasting op afvalverbranding ingevoerd.

**Art. 8.** De belastingplichtige is de uitbater van de afvalverbrandingsinstallatie.

**Art. 9.** De belasting wordt berekend op grond van het aantal ton afval dat in aanmerking komt voor verbranding.

**Art. 10.** § 1. Het bedrag van de belasting op verbranding van ongevaarlijke afval met warmteterugwinning wordt voor de boekjaren 2008 en 2009 op 3 euro/ton vastgelegd. Dat bedrag wordt vanaf het boekjaar 2010 op 6 euro/ton vastgelegd.

Bij verbranding zonder warmteterugwinning worden de bedragen bedoeld in het vorige lid op respectievelijk 10 en 25 euro/ton vastgelegd.

§ 2. Als de afvalverbranding niet gedekt is door een milieu- of exploitatievergunning overeenkomstig de geldende wetgeving, wordt het bedrag van de belasting op 150 euro/ton vastgelegd, met een minimum van 150 euro.

**Art. 11.** § 1. Het bedrag van de belasting op verbranding van gevaarlijke afval met warmteterugwinning wordt voor de boekjaren 2008 en 2009 op 10 euro/ton vastgelegd. Dat bedrag wordt vanaf het boekjaar 2010 op 12 euro/ton vastgelegd.

Bij verbranding zonder warmteterugwinning worden de bedragen bedoeld in het vorige lid op respectievelijk 15 en 30 euro/ton vastgelegd.

§ 2. Als de afvalverbranding niet gedekt is door een milieu- of exploitatievergunning overeenkomstig de geldende wetgeving, wordt het bedrag van de belasting op 600 euro/ton vastgelegd, met een minimum van 600 euro.

**Art. 12.** De verbranding van ziekenhuis- en gezondheidszorgafval wordt vrijgesteld van de belasting bedoeld in dit hoofdstuk.

In afwijking van de artikelen 10, § 1, en 11, § 1, wordt het bedrag van de belasting op verbranding van afval uit grondsaneringshandelingen die zijn goedgekeurd door de ambtenaren die de Regering aanwijst of door de Regering zelf op 1 euro/ton vastgelegd in geval van warmteterugwinning en op 1,5 euro/ton zonder warmteterugwinning.

Het bedrag van de belasting verschuldigd overeenkomstig de artikelen 10, § 1, en 11, § 1, wordt met 30 % verminderd voor afvalstoffen verbrand op de plaats waar ze geproduceerd worden als de volgende cumulatieve voorwaarden vervuld zijn :

1° de afvalstoffen worden door hun producent verbrand in een installatie die voldoet aan de geldende milieuvoorschriften betreffende afvalverbranding;

2° de verbrandingsinstallatie is hoofdzakelijk bestemd voor het beheer van die afvalstoffen;

3° de verbranding resulteert in warmteterugwinning.

#### HOOFDSTUK IV. — *Belasting op coverbranding van afval*

**Art. 13.** Er wordt een belasting op coverbranding van gevaarlijke afval ingevoerd.

**Art. 14.** De belastingplichtige is de uitbater van de installatie voor coverbranding van afval.

**Art. 15.** De belasting wordt berekend op grond van het aantal ton gevaarlijke afvalstoffen die als brandstof bij de coverbranding gebruikt worden of die een thermische behandeling ondergaan alvorens weggewerkt te worden.

**Art. 16.** § 1. Het bedrag van de belasting bedoeld in dit hoofdstuk wordt vanaf het boekjaar 2008 op 5 euro/ton vastgelegd.

In afwijking van het vorige lid wordt het bedrag van de belasting op coverbranding van gevaarlijke afval uit grondsaneringshandelingen die zijn goedgekeurd door de ambtenaren die de Regering aanwijst of door de Regering zelf op 0,5 euro/ton vastgelegd.

Het bedrag van de belasting verschuldigd overeenkomstig het eerste lid wordt met 30 % verminderd voor afvalstoffen die medeverbrand worden op de plaats waar ze geproduceerd worden als de volgende cumulatieve voorwaarden vervuld zijn :

1° de afvalstoffen worden door hun producent medeverbrand in een installatie die voldoet aan de geldende milieuvoorschriften betreffende coverbranding van afval;

2° de coverbrandingsinstallatie is hoofdzakelijk bestemd voor het beheer van die afvalstoffen.

§ 2. Als de coverbranding van gevaarlijke afval niet gedekt is door een milieu- of exploitatievergunning overeenkomstig de geldende wetgeving, wordt het bedrag van de belasting op 600 euro/ton vastgelegd, met een minimum van 600 euro.

#### HOOFDSTUK V. — *Bijkomende belasting op afvalinzameling en -beheer*

**Art. 17.** Er wordt een belasting ingevoerd op afval dat in het Waalse Gewest ingezameld wordt.

**Art. 18.** § 1. De belasting is verschuldigd door elke natuurlijke of rechtspersoon die als afvalophaler erkend of geregistreerd is krachtens het decreet van 27 juni 1996.

Bij gebrek aan erkende of geregistreerde afvalophaler is de belastingplichtige elke natuurlijke of rechtspersoon die als afvalvervoerder erkend of geregistreerd is krachtens het decreet van 27 juni 1996.

Bij gebrek aan erkende of geregistreerde afvalvervoerder is de belastingplichtige de oorspronkelijke producent van de afval of, in geval van beheershandeling(en) in het Waalse Gewest die de aard en de samenstelling van de afval wijzigen, de persoon die de laatste handeling heeft uitgevoerd.

§ 2. De erkende of geregistreerde afvalvervoerder is samen met de ophaler hoofdelijk aansprakelijk voor de betaling van de belasting, interesten, boetes, desbetreffende toelagen en kosten.

**Art. 19.** Als de afval volgens een eenmalig beheersmethode behandeld wordt, is de grondslag van de belasting het aantal ingezamelde tonnen afval.

Als de afval behandeld wordt in een keten met verschillende belastbare afvalbeheersmethoden, wordt de belasting voor elke belastbare beheersmethode berekend op grond van het aantal ton afval dat het voorwerp is van die beheersmethodes. De last van het bewijs van die hoeveelheid rust op de belastingplichtige.

**Art. 20.** De belasting bedoeld in dit hoofdstuk is niet verschuldigd voor ingezamelde afval die in het Waalse Gewest wordt hergebruikt, gerecycleerd, gevaloriseerd, bij dit decreet van de belasting vrijgesteld, of beheerd volgens een methode die voorziet in de verplichte betaling van een andere belasting bedoeld in dit decreet.

Als de in het Waalse Gewest ingezamelde afval daar weggewerkt wordt volgens een beheersmethode die niet voorziet in de verplichte betaling van een belasting bedoeld in de hoofdstukken II en III, is het bedrag van de belasting hetzelfde als het bedrag verschuldigd voor afvalstorting in centra voor technische ingraving.

**Art. 21.** Als de in het Waalse Gewest ingezamelde afval buiten het grondgebied van het Waalse Gewest wordt beheerd, is het bedrag van de belasting(en) hetzelfde als het bedrag dat toegepast zou worden als de afval volgens dezelfde methodes(s) in het Waalse Gewest beheerd zou worden, onder aftrekking van de belasting of heffing toegepast op de plaats van het afvalbeheer en vanwege dat beheer, waarbij het bedrag van de belasting niet lager mag zijn dan nul.

De last van het bewijs van de behandelingsmethode(s) en van de betaling van de buiten het Gewest verschuldigde belasting of heffing rust op de belastingplichtige.

Bij gebreke daarvan is het bedrag van de belasting hetzelfde als het bedrag voor afvalstorting in centra voor technische ingraving.

#### HOOFDSTUK VI. — *Belasting op afval onderworpen aan een terugnameplicht*

**Art. 22.** Er wordt een belasting ingevoerd op afvalstoffen die in het Waalse Gewest aan een terugnameplicht onderworpen zijn krachtens een interregionaal samenwerkingsakkoord, een Waalse wetgeving of een milieuovereenkomst genomen in uitvoering daarvan.

**Art. 23.** De belastingplichtige is de natuurlijke of rechtspersoon die aan de terugnameplicht onderworpen is of, in geval van instemming met een milieuovereenkomst of van toetreding tot een erkende instelling belast met de uitvoering van de terugnameplicht, de instelling die het beheer van de terugnameplicht waarneemt.

**Art. 24.** De belasting wordt berekend op grond van het aantal ton afval van de producten die op de markt gebracht worden in het Waalse Gewest en die krachtens de terugnameplicht het voorwerp moeten uitmaken van een inzameling, recyclage en/of valorisatie.

De belastingplichtige wordt vrijgesteld voor het aantal ton afval dat in de loop van het boekjaar daadwerkelijk ingezameld, gerecycleerd en/of gevaloriseerd wordt ter uitvoering van de terugnameplicht.

**Art. 25.** Het bedrag van de belasting wordt vastgelegd op 150 euro/ton afval.

De belasting is niet verschuldigd de eerste twee jaar na de effectieve inwerkingtreding van de terugnameplicht.

**Art. 26.** De Regering bepaalt de methode voor de berekening van het totaalgewicht van de afval van de producten die op de markt gebracht worden in het Waalse Gewest naar evenredigheid van de bevolking die in het Waalse Gewest verblijft in vergelijking met de Belgische bevolking, en voor de berekening van het totaalgewicht van de ingezamelde, gerecycleerde of gevaloriseerde afval die aan de terugnameplicht onderworpen is.

HOOFDSTUK VII. — *Belasting ter bevordering van de selectieve inzameling van huisafval*

**Art. 27.** § 1. Huisafval die niet selectief is ingezameld door de gemeenten of voor hun rekening wordt aan een belasting onderworpen boven een ingezamelde jaarlijkse totale hoeveelheid die varieert naargelang van het boekjaar en het aantal inwoners van de gemeente.

Voor de toepassing van deze belasting worden de afval van straatreiniging en het grof vuil niet beschouwd als niet selectief ingezamelde huisafval.

Voor de gemeenten met minder dan tienduizend inwoners wordt de hoeveelheid bedoeld in het eerste lid op 240 kg per inwoner vastgelegd voor het boekjaar 2008, op 220 kg voor de boekjaren 2009-2010 en op 200 kg vanaf het boekjaar 2011.

Voor de gemeenten met tienduizend tot minder dan vijftienduizend inwoners wordt de hoeveelheid bedoeld in het eerste lid op 240 kg per inwoner vastgelegd voor het boekjaar 2008, op 230 kg voor de boekjaren 2009-2010 en op 220 kg vanaf het boekjaar 2011.

Voor de gemeenten met vijftienduizend inwoners en meer wordt de hoeveelheid bedoeld in het eerste lid op 240 kg per inwoner vastgelegd, ongeacht het boekjaar.

§ 2. Voor de berekening van de belasting wordt het op 1 januari van het boekjaar vastgelegde aantal inwoners berekend als volgt in equivalent-inwoners :

1° persoon ingeschreven in het bevolkingsregister of in het vreemdelingenregister van de gemeente : 1 equivalent-inwoner;

2° student die niet in de gemeente woonachtig is en wiens woning bij de gemeente aangegeven is : 0,5 equivalent-inwoner;

3° toerist : 1/365 equivalent-inwoner per effectieve overnachting in een in de gemeente gelegen toeristisch logies, aangegeven bij het "Commissariat général au tourisme" (Commissariaat-generaal voor toerisme) of, mits ondertekening van een samenwerkingsakkoord tussen het Waalse Gewest en de Duitstalige Gemeenschap, bij de overheid die voor de Duitstalige Gemeenschap bevoegd is;

4° bewoners van een tweede verblijf in de gemeente : 1 equivalent-inwoner per tweede verblijf.

**Art. 28.** De belastingplichtige is de gemeente die de huisafval ophaalt of voor rekening waarvan hij opgehaald wordt.

**Art. 29.** De belasting wordt berekend op grond van het aantal ton niet selectief ingezamelde huisafval boven de hoeveelheden bedoeld in dit hoofdstuk.

**Art. 30.** Het bedrag van de belasting wordt vastgelegd op 35 euro/ton.

HOOFDSTUK VIII. — *Belastingvermindering en -vrijstelling*

*Afdeling 1. — Belastingvermindering i.v.m. een preventiemechanisme*

**Art. 31.** § 1. De belastingplichtigen bedoeld in de hoofdstukken II, III, IV en V kunnen een belastingvermindering en -vrijstelling genieten voor de behandelde hoeveelheden afval afkomstig van producenten die krachtens besluiten bepaalde preventiedoelstellingen halen.

§ 2. Voor elke sector die om dergelijke vermindering of vrijstelling verzoekt bepaalt de Regering bij besluit de preventiedoelstellingen die gehaald moeten worden door de afvalproducent(en) die onder die sector ressorteert/ressorteren.

Daartoe baseert de Regering zich op een evaluatie van het afvalpreventiepotentieel voor betrokken sector. Deze evaluatie wordt uitgevoerd door een consultant gespecialiseerd in economische en milieuanalyses inzake afval en industrieprocessen.

De Dienst keurt de aanwijzing van de consultant en het evaluatierapport goed binnen dertig dagen nadat hij er kennis van genomen heeft.

De preventiedoelstellingen worden berekend op basis van het gemiddelde van de hoeveelheden afval voortgebracht per ton producten, jaarlijks bij de Dienst aangegeven door de producent(en) die onder betrokken sector ressorteert/ressorteren in de loop van de twee boekjaren vóór de datum van inwerkingtreding van het besluit bedoeld in het eerste lid.

Het besluit bedoeld in het eerste lid bevat desgevallend de modaliteiten voor de hernieuwing of verlenging van de preventiedoelstellingen.

§ 3. De Regering bepaalt het bedrag van de vermindering van de belasting bij besluit voor elke vragende sector. De belastingvermindering is evenredig met de gehaalde preventiedoelstellingen in vergelijking met de preventiedoelstellingen vastgelegd overeenkomstig § 1.

Als de ongevaarlijke afval in "C.E.T." wordt gestort, mag de vermindering van de belastingen bedoeld in de hoofdstukken II en V niet hoger zijn dan 25 euro/ton. Deze vermindering is van toepassing vanaf 1 januari 2010.

Als de gevaarlijke afval in "C.E.T." wordt gestort, mag de vermindering van de belastingen bedoeld in de hoofdstukken II en V niet hoger zijn dan 5 euro/ton vanaf 1 januari 2008 en dan 25 euro/ton vanaf 1 januari 2010. Vanaf 1 januari 2010 blijven de belastingplichtigen dat voordeel genieten voorzover de bepaalde doelstellingen in acht genomen worden.

Als de afval verbrand of medeverbrand wordt, mag de vermindering van de belastingen bedoeld in de hoofdstukken III, IV en V niet hoger zijn dan het bedrag van de belasting die in principe verschuldigd is. Vanaf 1 januari 2010 blijven de belastingplichtigen dat voordeel genieten voor zover de bepaalde doelstellingen in acht genomen worden.

De belastingvermindering bedoeld in dit artikel is niet van toepassing op afval dat in aanmerking komt voor een verminderd percentage krachtens artikel 6, § 1, of waarop een belastingverhoging wordt toegepast krachtens de artikelen 5, § 3, 10, § 2, 11, § 2, en 16, § 2.

§ 4. De belastingvermindering of -vrijstelling komt de belastingplichtigen slechts toe voorzover ze er het voordeel van integraal afwentelen op de betrokken afvalproducenten.

**Art. 32.** De Regeringsbesluiten bedoeld in artikel 31 worden genomen na overleg met de betrokken sectoren.

Ze hebben uitwerking op de datum van inwerkingtreding van dit decreet en worden door het Waals Parlement bekrachtigd binnen twaalf maanden na de afkondiging ervan. Bij gebrek aan bekrachtiging binnen de voorgeschreven termijn worden die besluiten ingetrokken.

De aangenomen en bekrachtigde besluiten kunnen overeenkomstig artikel 31 en het eerste lid van dit artikel door de Regering gewijzigd worden. De wijzigingsbesluiten worden vervolgens bekrachtigd binnen twaalf maanden na de afkondiging ervan. Bij gebrek aan bekrachtiging binnen de voorgeschreven termijn worden die besluiten ingetrokken.

**Art. 33.** De Regering bepaalt de modaliteiten voor de evaluatie van het belastingverminderingmechanisme dat krachtens deze afdeling tot stand is gebracht.

*Afdeling 2. — Belastingvrijstelling i.v.m. een mechanisme van dienstverstrekingen van algemeen nut*

**Art. 34. § 1.** De belasting bedoeld in hoofdstuk IV is niet van toepassing op de belastingplichtige die vooraf met de Regering een handvest inzake duurzaam afvalbeheer in het Waalse Gewest heeft gesloten.

Elk handvest bevat op zijn minst de verbintenis van de belastingplichtige :

1° om met het oog op een noemenswaardige vermindering van afvalstorting in "C.E.T." op het grondgebied van het Waalse Gewest het Gewest, de openbare instellingen die er onder ressorteren en de door de Regering aangewezen personen die een opdracht van algemeen nut of een openbare opdracht vervullen, een capaciteit ter beschikking te stellen voor de prioritaire verwerking van de afval die voortkomt uit de uitvoering van hun opdrachten van algemeen nut of openbare opdrachten;

2° om actief deel te nemen aan de procedures inzake de gunning van overheidsopdrachten betreffende het beheer van betrokken afvalstromen, die opgestart worden door het Gewest, de openbare instellingen die er onder ressorteren en de door de Regering aangewezen personen die een opdracht van algemeen nut of een openbare opdracht vervullen, binnen de perken en onder de voorwaarden die vastliggen in het bestek betreffende bedoelde overheidsopdracht en de technische clausules inzake de aanneming van de belastingplichtige;

3° om de in het handvest opgegeven jaarlijkse afvalhoeveelheid daadwerkelijk te behandelen, ter uitvoering van de overheidsopdrachten bedoeld in 2° en desgevallend toegewezen aan de belastingplichtige;

4° om na de ondertekening van het handvest ten gunste van het Gewest een bankgarantie op eerste verzoek te stellen waarvan het bedrag overeenstemt met het provisionele bedrag van de belasting die verschuldigd zou zijn voor een boekjaar en bij het Gewest een kredietbrief in te dienen waarbij het stellen van die garantie bewezen wordt.

Het met de belastingplichtige gesloten handvest, waarin de typologie, de kenmerken, de hoeveelheid afval die medeverbrand moet worden, alsook de behandelings- en voorbehandelingsmethode vastliggen, wordt door de Regering goedgekeurd.

Het handvest heeft een geldigheidsduur van minimum drie jaar. Na afloop van de oorspronkelijke geldigheidsduur wordt het van rechtswege verlengd met achtereenvolgende periodes van één jaar, onverminderd het recht van het Gewest of de belastingplichtige om er een einde aan te maken, mits schriftelijke vooropzeg waarvan uiterlijk 30 september van het lopende boekjaar kennis gegeven wordt.

De tenuitvoerlegging van het handvest maakt per belastingplichtige het voorwerp uit van een evaluatie en een jaarverslag van de Dienst, die ter goedkeuring aan de Regering worden overgelegd.

In geval van niet-nakoming door de belastingplichtige van één of meer verplichtingen vervat in het handvest, behoorlijk vastgesteld door de Regering, wordt de bankgarantie op eerste verzoek opgeheven. De Regering kan desgevallend een einde maken aan het handvest vooraleer het verstrijkt.

In het laatste geval zijn de sancties waarin artikel 68 van dit decreet voorziet voor het lopende boekjaar van toepassing op de datum van de opzegging van het handvest door de Regering.

§ 2. De bepaling bedoeld in paragraaf 1 van dit artikel is van toepassing op coverbranding buiten het grondgebied van het Gewest.

*HOOFDSTUK IX. — Belasting op afvalbezit*

**Art. 35. § 1.** Er wordt een belasting ingevoerd op afvalbezit om het even waar in het Waalse Gewest, waarop geen enkele andere bij dit decreet opgelegde belasting van toepassing is.

In afwijking van het eerste lid wordt niet als grondslag van de belasting beschouwd de aanwezigheid van afval op een plaats waar een natuurlijke of rechtspersoon een activiteit heeft uitgeoefend of uitoefent die toegelaten is op basis van :

1° het besluit van de Regent van 4 februari 1946 houdende goedkeuring van het Algemeen reglement voor de arbeidsbescherming;

2° het decreet van 5 juni 1985 betreffende de afvalstoffen;

3° het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen;

4° het decreet van 9 mei 1988 betreffende de mijnen;

5° het decreet van 27 oktober 1988 op de groeven;

6° het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning;

7° het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Patrimonium;

8° het decreet van 4 juli 2002 op de groeven en tot wijziging van sommige bepalingen van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, voorzover de voorwaarden van die machtigingen of vergunningen voorzien in de aanwezigheid van de afval.

§ 2. De belasting is niet verschuldigd als een saneringsplan in de zin van de bepalingen van het decreet van 27 juni 1996 is ingediend en ontvankelijk verklaard, tenzij het niet wordt uitgevoerd volgens de voorschriften, of als de aanwezigheid van afval toe te schrijven is aan een derde die overigens belast wordt wegens achterlaten van afval op bedoelde plaats.

Het saneringsplan, goedgekeurd volgens de door de Regering bepaalde modaliteiten, geldt als milieuvergunning, stedenbouwkundige vergunning, eenmalige vergunning, aangifte of registratie.

**Art. 36.** De belastingplichtige is de eigenaar van het elk al dan niet gebouwd onroerend goed of van elk vervoermiddel, gelegen in het Waalse Gewest, waar afval aanwezig is.

**Art. 37.** De belasting wordt berekend op grond van het aantal kubiek meter afval.

**Art. 38.** Het bedrag van de belasting wordt vastgelegd op 50 euro/m<sup>3</sup> voor ongevaarlijke afval en op 200 euro/m<sup>3</sup> voor gevaarlijke afval en gemengde gevaarlijke en ongevaarlijke afval. Het bedrag van de belasting is niet hoger dan 500.000 euro.

HOOFDSTUK X. — *Belasting op het achterlaten van afval*

**Art. 39.** Er wordt een belasting ingevoerd op het achterlaten van afval. De belastingplichtige is de persoon die de afval achterlaat.

**Art. 40.** Het bedrag van de belasting wordt vastgelegd op 150 euro/m<sup>3</sup> achtergelaten afval, met een minimum van 150 euro.

Het bedrag van de belasting wordt vastgelegd op 600 euros/m<sup>3</sup> voor gevaarlijke afval, met een minimum van 600 euros.

**Art. 41.** De belasting bedoeld in dit hoofdstuk is niet verschuldigd als de grondslag ervan het voorwerp is geweest van definitief afgesloten strafvervolgingen of van een definitieve beslissing inzake administratieve boete.

**Art. 42.** De ambtenaar bedoeld in artikel 119bis van de Nieuwe gemeentewet die beslist geen administratieve boete op te leggen, bezorgt de Dienst een afschrift van het proces-verbaal bedoeld in paragraaf 6 van genoemd artikel 119bis opdat hij tot de belastingheffing kan overgaan. De opeisbaarheid van de belasting wordt evenwel opgeschort als de gemeente een beroep indient tegen de beslissing van de ambtenaar geen boete op te leggen en de belasting ontheven in geval van nietigverklaring van die beslissing.

De Dienst krijgt ook een afschrift van het proces-verbaal dat bij achterlaten van afval door de in artikel 45 van het decreet van 27 juni 1996 bedoelde ambtenaar of beambte van het Gewest wordt opgemaakt als er geen administratieve sanctie overeenkomstig artikel 48 van het decreet van 27 juni 1996 opgelegd wordt.

HOOFDSTUK XI. — *Gemeenschappelijke bepalingen**Afdeling 1. — Algemeen*

**Art. 43.** De belastingen vastgelegd overeenkomstig de vorige artikelen worden geïnd ten gunste van het Waalse Gewest.

**Art. 44.** § 1. De opbrengst van de belastingen bedoeld in dit decreet wordt uitsluitend bestemd voor het begrotingsfonds in de zin van artikel 45 van de gecoördineerde wetten op de Rijkscomptabiliteit, namelijk het "Fonds pour la gestion des déchets" (Fonds voor afvalbeheer), opgericht binnen de ontvangstenbegroting en de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest.

Dat fonds wordt bestemd voor de financiering van algemene en specifieke opdrachten. De regels voor de bestemming van de ontvangsten van het fonds voor algemene en specifieke opdrachten worden jaarlijks door de Regering vastgelegd voor het volgende boekjaar.

§ 2. De algemene opdrachten zijn de volgende :

- 1° het opzetten van preventieacties;
- 2° de oprichting van installaties voor het beheer van huisafval overeenkomstig de planning bedoeld in het decreet van 27 juni 1996;
- 3° ervoor zorgen dat de installaties voor het beheer van huisafval voldoen aan de wettelijke en reglementaire normen;
- 4° de sensibiliseringsstudies en -acties betreffende het geplande beheer van huisafval in het Waalse Gewest;
- 5° steunverlening aan het referentielaboratorium van het Waalse Gewest in zijn opdrachten m.b.t. afvalbeheer;
- 6° de bevordering van het onderzoek, de ontwikkeling en het gebruik van ecologisch rationele technieken, met inbegrip van de financiering van de studies i.v.m. die doelstelling;
- 7° de valorisatie van huisafval die niet onder de terugnameplicht valt, met inbegrip van de desbetreffende inzameling;
- 8° verontreinigde terreinen saneren, met uitzondering van te herinrichten sites zoals bedoeld in hoofdstuk I van titel I van boek II van het "Cwatup";
- 9° de voorschotten die nodig zijn voor de uitvoering van de veiligheidsmaatregelen en de maatregelen die ambtshalve opgelegd worden vanwege een verontreinigingsrisico;
- 10° het elektronische beheer van de machtigingsprocedures en de informatie betreffende het afvalbeheer;
- 11° de inning van en de controle op de belastingen bedoeld in dit decreet;
- 12° de tegemoetkoming in de schadevergoeding van slachtoffers van schade veroorzaakt door afval;
- 13° de werking van de Dienst;
- 14° de bijdrage in de kosten van de controles die aanleiding geven tot de inning van de belastingen, met inbegrip van de kosten gemaakt door de gemeenten.

§ 2. De specifieke opdrachten zijn de volgende :

- 1° het opzetten van acties ter preventie van industriële afval ten gunste van de privaatrechtelijke rechtspersonen;
- 2° de sanering van verontreinigde industrieterreinen.

**Art. 45.** Vanaf het boekjaar 2011 wordt het bedrag van de belastingen en vrijstellingen aangepast naargelang van de schommelingen van het indexcijfer van de consumptieprijzen.

De aanpassing wordt doorgevoerd aan de hand van de coëfficiënt die verkregen wordt door het gemiddelde van de prijsindexen van het jaar voorafgaand aan het jaar van de aangifteperiode door de prijsindexen van het jaar 2009 te delen. Voor de berekening van de coëfficiënt wordt er afgerond als volgt :

- 1° het gemiddelde van de indexcijfers wordt afgerond naar het hogere of lagere honderdste van een punt naargelang het cijfer van de duizendsten van een punt al dan niet 5 bereikt;
- 2° de coëfficiënt wordt naar het hogere of lagere duizendste afgerond naargelang het cijfer van de honderdduizendsten al dan niet 5 bereikt.

Na toepassing van de coëfficiënt worden de bedragen naar de hogere of lagere eurocent afgerond naargelang het cijfer van de duizendsten al dan niet 5 bereikt.

De Dienst laat de percentages van de belasting in het *Belgisch Staatsblad* bekendmaken zoals aangepast overeenkomstig dit artikel.

**Art. 46.** Het percentage en het bedrag van de krachtens dit decreet geïnde belasting worden duidelijk vermeld op elke factuur die de belastingplichtige voor een afvalbeheershandeling opmaakt.

**Art. 47.** De last van het bewijs dat de voorwaarden van een vrijstelling of vermindering van belasting of belastingvoet rust op de belastingplichtige die zich beroept op die vrijstelling of vermindering.

Als een belasting bedoeld in dit decreet verschillende voeten bevat, behalve tegenbewijs door de belastingplichtige van de toepassing van een lagere voet, wordt de in elk hoofdstuk bedoelde afval geacht overeen te stemmen met het hoogste percentage bedoeld in dat hoofdstuk, onverminderd wat er in bepaald zou staan.

**Art. 48.** Het decreet van 6 mei 1999 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake de directe gewestelijke belastingen is van toepassing op de belastingen waarin dit decreet voorziet, tenzij daarvan afgeweken wordt door de afdelingen II en III van dit hoofdstuk.

#### *Afdeling 2. — Aangifte*

**Art. 49.** § 1. Met uitzondering van de belastingen verschuldigd overeenkomstig de hoofdstukken VI, VII en X, moet elke belastingplichtige een aangifte bij de Dienst indienen met het bedrag van de belastingen verschuldigd in de loop van een kalenderkwartaal. Deze aangifte bevat alle gegevens die nodig zijn voor de controle op de inning van elke belasting die hij verschuldigd is in de loop van bedoelde periode.

De aangifte wordt uiterlijk de twintigste van de maand na het kalenderkwartaal waarop ze slaat naar de zetel van de Dienst gezonden of daar afgegeven.

Als de belastingplichtige belast is met de behandeling van afval uit een openbare activiteit, overeenkomstig artikel 34, vermeldt hij bij zijn aangifte de hoeveelheden afval waarvoor de dienst is verstrekt en laat hij ze vergezeld gaan van een afschrift van de tegensprekelijke staat van vordering van de opdracht.

§ 2. Wat betreft de belasting verschuldigd overeenkomstig de hoofdstukken VI en VII, moet elke belastingplichtige een aangifte bij de Dienst indienen met het bedrag van de belastingen verschuldigd in de loop van een kalenderjaar. Deze aangifte bevat alle gegevens die nodig zijn voor de controle op de inning van elke belasting die hij verschuldigd is in de loop van bedoelde periode.

De aangifte wordt uiterlijk de twintigste van de maand na het kalenderjaar waarop ze slaat naar de zetel van de Dienst gezonden of daar afgegeven.

#### *Afdeling 3. — Betaling en invordering*

**Art. 50.** § 1. Met uitzondering van de belasting verschuldigd overeenkomstig hoofdstuk X, zijn de belastingen betreffende een aangifte opeisbaar aan het einde van de periode waarop de aangifte slaat.

§ 2. De belastingen zijn op initiatief van de belastingplichtige betaalbaar uiterlijk de twintigste van de maand na de trimestriële vervaldatum, met uitzondering van de belasting verschuldigd overeenkomstig hoofdstuk VII en van de belasting verschuldigd overeenkomstig hoofdstuk X.

§ 3. De belasting verschuldigd overeenkomstig hoofdstuk VII is op initiatief van de belastingplichtige betaalbaar uiterlijk de zestigste dag van het jaar na het kalenderjaar waarop de aangifte bedoeld in artikel 49, § 2, slaat.

#### *HOOFDSTUK XII. — Wijziging van het decreet van 6 mei 1999 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake de directe gewestelijke belastingen*

**Art. 51.** Artikel 6 van het decreet van 6 mei 1999 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake de directe gewestelijke belastingen wordt aangevuld met het volgende lid :

« De belastingplichtige die het formulier niet heeft ontvangen moet het opeisen bij de dienst die de Regering heeft aangewezen om het aangifteformulier af te leveren. »

**Art. 52.** In artikel 10 van hetzelfde decreet worden de woorden "het bestuur" vervangen door de woorden "de dienst die de Regering heeft aangewezen".

**Art. 53.** In artikel 11 van hetzelfde decreet worden de woorden "Het bestuur" vervangen door de woorden "De dienst die de Regering heeft aangewezen".

**Art. 54.** Hetzelfde besluit wordt aangevuld met een artikel 11*bis*, luidend als volgt :

« Art. 11*bis* - Om controle uit te oefenen op de inning van de belastingen en taksen bedoeld in dit decreet mogen de ambtenaren van de door de Regering aangewezen dienst elk ogenblik zonder voorafgaande verwittiging vrij binnendringen in alle gebouwen, werkplaatsen, inrichtingen, lokalen of andere plaatsen waar activiteiten waarop deze belastingen en taksen slaan worden uitgeoefend of waarvan vermoed wordt dat ze daar uitgeoefend worden.

In bewoonde gebouwen of lokalen mogen ze evenwel slechts tussen 5 uur 's ochtends en 9 uur 's avonds binnendringen en enkel met de machtiging van de politierechter, behalve instemming van de bewoner van de plaats.

Op gewoon verzoek van de ambtenaren bedoeld in het eerste lid moet elke persoon alle gegevens, boeken en stukken overleggen die nuttig zijn voor het opmaken van de belasting. Deze ambtenaren hebben machtiging om daar afschriften van te nemen. »

**Art. 55.** Hetzelfde besluit wordt aangevuld met een artikel 11*ter*, luidend als volgt :

« Art. 11*ter*. De persoon die een in dit decreet bedoelde belasting of taks verschuldigd is bewaart gedurende vijf jaar, met ingang van 1 januari van het aanslagjaar, een afschrift van de desbetreffende aangiften overgemaakt aan de dienst die de Regering heeft aangewezen om ze in ontvangst te nemen, alsook de beheersdocumenten die nodig zijn voor de controle op de inning van de belastingen en taksen bedoeld in dit decreet. »

**Art. 56.** In artikel 13 van hetzelfde decreet worden de woorden "het bestuur" vervangen door de woorden "de dienst die de Regering heeft aangewezen".

**Art. 57.** In artikel 14 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden "het bestuur" vervangen door de woorden "de dienst die de Regering heeft aangewezen";

2° in het tweede lid worden de woorden ", tenzij de rechten van de gewestelijke Schatkist wegens een andere reden dan het verstrijken van de aanslagtermijn in gevaar zijn." vervangen door de woorden ", tenzij de belastingplichtige schriftelijk heeft ingestemd met de rechtzetting van de aangifte of tenzij de rechten van de gewestelijke Schatkist om een andere reden dan het verstrijken van de aanslagtermijn in gevaar zijn." »

**Art. 58.** In artikel 15 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden "het bestuur" worden vervangen door de woorden "de dienst die de Regering heeft aangewezen";

2° tussen het eerste en het tweede streepje wordt de volgende tekst ingevoegd, waarbij het tweede streepje het derde wordt :

"- verzuimd heeft binnen de daartoe voorgeschreven termijn de vormfouten uit zijn aangifte te verwijderen;"



**Art. 59.** In artikel 16 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden "het bestuur" vervangen door de woorden "de dienst die de Regering heeft aangewezen";

2° deze bepaling wordt aangevuld met het volgende lid :

« De belasting kan niet vóór afloop van die termijn opgemaakt worden, tenzij de belastingplichtige schriftelijk heeft ingestemd met de rechtzetting van de aangifte of tenzij de rechten van de gewestelijke Schatkist om een andere reden dan het verstrijken van de aanslagtermijnen in gevaar zijn. »

**Art. 60.** Hoofdstuk IV van hetzelfde decreet wordt aangevuld met een artikel 17bis, luidend als volgt :

« Art. 17bis § 1. Er kan geen belastingbedrag van de belastingplichtigen opgeëist worden tenzij :

a. hetzij krachtens een uitvoerbaar verklaard kohier, document dat de wettelijke inningstitel vormt;

b. hetzij krachtens een betalingsverplichting uit eigen beweging door de wetgeving opgelegd aan de belastingplichtige, of krachtens een aangifte waarin het bedrag van de verschuldigde belastingen vastligt en waarin de belastingplichtige zelf het bedrag van de verschuldigde belastingen vermeldt.

§ 2. De kohieren zijn hetzij jaarlijks, hetzij bijzonder.

Bijzondere kohieren hebben betrekking op :

— de belastingen die het voorwerp zijn van een procedure tot rechtzetting van een aangifte bedoeld in § 1, b.;

— de belastingen die het voorwerp zijn van een procedure tot belasting van ambtswege, wanneer die belastingen betaalbaar zijn uit eigen beweging of op basis van een aangifte, zoals bepaald in paragraaf 1, b.;

— de andere belastingen bedoeld in § 1, b., bij gebrek aan betaling binnen de termijn voorgeschreven bij de wetgeving die van toepassing is;

— de Waalse belasting op het achterlaten van afval.

De andere belastingen verschuldigd door een belastingplichtige zijn het voorwerp van jaarlijkse kohieren. »

**Art. 61.** In artikel 19 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het tweede lid wordt vervangen als volgt :

« Het aanslagjaar is :

— voor de belastingen betaalbaar uit eigen beweging of op basis van een aangifte, zoals bepaald bij artikel 17bis, § 1, b., alsook voor de Waalse belasting op het achterlaten van afval : het kalenderjaar dat overeenstemt met het belastbare tijdperk;

— voor de overige belastingen : het kalenderjaar dat volgt op het belastbare tijdperk. »

2° het derde lid wordt opgeheven.

**Art. 62.** Artikel 20, tweede lid, van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« De belasting of belastingtoeslag kan vanaf 1 januari van het aanslagjaar evenwel gedurende drie jaar gevestigd worden :

— als de aangifte voorgeschreven bij dit decreet of bij het decreet waarbij de belasting is gevestigd niet is ingediend binnen de termijn voorgeschreven bij artikel 7 of als de verschuldigde belasting hoger is dan de belasting die betrekking heeft op de gegevens vermeld in het aangifteformulier;

— als het gaat om belastingen bedoeld in artikel 17bis, § 1, b., voorzover ze niet betaald worden binnen de termijn bepaald bij de wetgeving die van toepassing is;

— in het geval van de Waalse belasting op het achterlaten van afval. »

**Art. 63.** In artikel 22 van hetzelfde decreet wordt 4° aangevuld met de woorden "en, in het geval van de sommen opgenomen in een bijzonder kohier, de vermelding van het belastbare tijdperk of van het gedeelte van belastbaar tijdperk waarop het aanslagbiljet betrekking heeft".

**Art. 64.** Artikel 23 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 23. § 1. De belasting opgenomen in een jaarlijks kohier, de belasting opgenomen in een bijzonder kohier ingevolge een procedure tot rechtzetting van de aangifte of tot belasting van ambtswege bedoeld in artikel 17bis, § 2, tweede lid, eerste en tweede streepje, en de Waalse belasting op het achterlaten van afval bedoeld in artikel 17bis, § 2, tweede lid, vierde streepje, zijn opeisbaar op de datum waarop het kohier uitvoerbaar is verklaard.

Ze worden uiterlijk binnen twee maanden na de datum van verzending van het aanslagbiljet betaald.

§ 2. Bij gebrek aan betaling binnen de termijn bepaald bij de wetgeving die van toepassing is, worden de maatregelen tot gedwongen uitvoering betreffende de belastingen bedoeld in artikel 17bis, § 1, b., voorafgegaan door een opnemings in een bijzonder kohier, overeenkomstig artikel 17bis, § 2, tweede lid.

De belasting opgenomen in een bijzonder kohier bij gebrek aan betaling binnen de termijn bepaald bij de wetgeving die van toepassing is, zoals bedoeld in 17bis, § 2, tweede lid, derde streepje, is opeisbaar zodra de betalingstermijn bepaald bij de wetgeving die op deze belasting van toepassing verstreken is.

Ze moet onmiddellijk betaald worden. »

**Art. 65.** In artikel 24 van hetzelfde decreet worden de woorden "zijn de belastingen onmiddellijk eisbaar" vervangen door de woorden "zijn de belastingen opgenomen in een jaarlijks kohier, de belastingen opgenomen in een bijzonder kohier ingevolge een procedure tot rechtzetting van de aangifte of tot belasting van ambtswege bedoeld in artikel 17bis, § 2, tweede lid, eerste en tweede streepje, en de Waalse belasting op het achterlaten van afval bedoeld in artikel 17bis, § 2, tweede lid, vierde streepje, zoals bedoeld in artikel 23, § 1, onmiddellijk opeisbaar".

**Art. 66.** Artikel 25, tweede lid, van hetzelfde decreet wordt aangevuld met de woorden ", of de datum van de inning van de belastingen geïnd op een andere wijze dan per kohier".

**Art. 67.** In artikel 27 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden ", geïnd per kohier of op een andere wijze," ingevoegd tussen de woorden "de ontheffing toe van overbelastingen" " en de woorden "die toe te schrijven zijn aan materiële vergissingen".

2° deze bepaling wordt aangevuld met de woorden "in het geval van de ten kohiere gebrachte belastingen, of in de loop waarvan de belasting is betaald, in het geval van de belastingen die op een andere wijze dan per kohier zijn betaald".

**Art. 68.** Artikel 63 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 63. § 1. Indien dit decreet of het decreet tot vestiging van de belasting overtreden wordt met de bedoeling de belasting te ontduiken, wordt deze belasting van rechtswege vermeerderd met een boete ten belope van 100 % van het bedrag van de belasting dat de belastingplichtige getracht heeft te ontduiken.

§ 2. In afwijking van § 1 :

1° voor de belastingen op afval krijgt de belastingplichtige, in geval van rechtzetting of van belasting van ambtswege, een fiscale boete waarvan het bedrag gelijk is aan twee keer het bedrag van de ontdoken belasting.

Deze boete wordt door de dienst die de Regering aanwijst verminderd tot maximum 50 % van het bedrag van de ontdoken belasting als er geen bedoeling was te bedriegen of te schaden.

Ze wordt door de dienst die de Regering aanwijst verminderd tot maximum 10 % van het bedrag van de ontdoken belasting in geval van eerste overtreding begaan door de belastingplichtige zonder bedoeling te bedriegen of te schaden.

Ze wordt helemaal en van ambtswege opgeschort in geval van spontane regularisatie door de belastingplichtige;

2° elke overtreding van de regels bedoeld in de artikelen 10 tot 11<sup>ter</sup> van dit decreet wordt gestraft met een boete van 625 euro.

§ 3. Deze boetes worden gevestigd en geïnd op dezelfde wijze als de belasting waarop ze betrekking hebben. »

#### HOOFDSTUK XIII. — *Overgangs- en slotbepalingen*

**Art. 69.** De vrijstelling bedoeld in artikel 34 wordt slechts toegekend aan de verschuldigden van de belastingen bedoeld in hoofdstuk IV voor overheidsopdrachten gegund na de inwerkingtreding van dit decreet.

**Art. 70.** Voor de belastingplichtigen onderworpen aan de belasting van vennootschappen worden de belastingen bedoeld in de hoofdstukken II tot V voorzien van een coëfficiënt 0.7 voor de boekjaren 2008 en 2009.

In afwijking van het eerste lid is de coëfficiënt niet van toepassing op de bedragen van de belasting op het storten in "C.E.T." van de afval bedoeld in de artikelen 5 en 6, § 1, op de bedragen van de belasting op verbranding van de afval bedoeld in de artikelen 10, § 2, en 11, § 2, en op het bedrag van de belasting op de coverbranding van afval bedoeld in artikel 16, § 2.

**Art. 71.** Het decreet van 25 juli 1991 betreffende de afvalbelasting in het Waalse Gewest wordt opgeheven.

**Art. 72.** Dit decreet treedt in werking op 1 januari 2008.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 22 maart 2007.

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,

A. ANTOINE

De Minister van Begroting en Financiën, Uitrusting en Patrimonium,

M. DAERDEN

De Minister van Vorming,

Mevr. M. ARENA

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,

Ph. COURARD

De Minister van Onderzoek, Nieuwe Technologieën en Buitenlandse Betrekkingen,

Mevr. M.-D. SIMONET

De Minister van Economie, Tewerkstelling en Buitenlandse Handel,

J.-C. MARCOURT

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,

Mevr. Ch. VIENNE

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,

B. LUTGEN

—  
Nota

(1) *Zitting 2006-2007.*

*Stukken van het Waals Parlement 546 (2006-2007), nrs. 1 tot 7.*

*Volledig verslag, openbare vergadering van 21 maart 2007.*

Bespreking - Stemmingen.